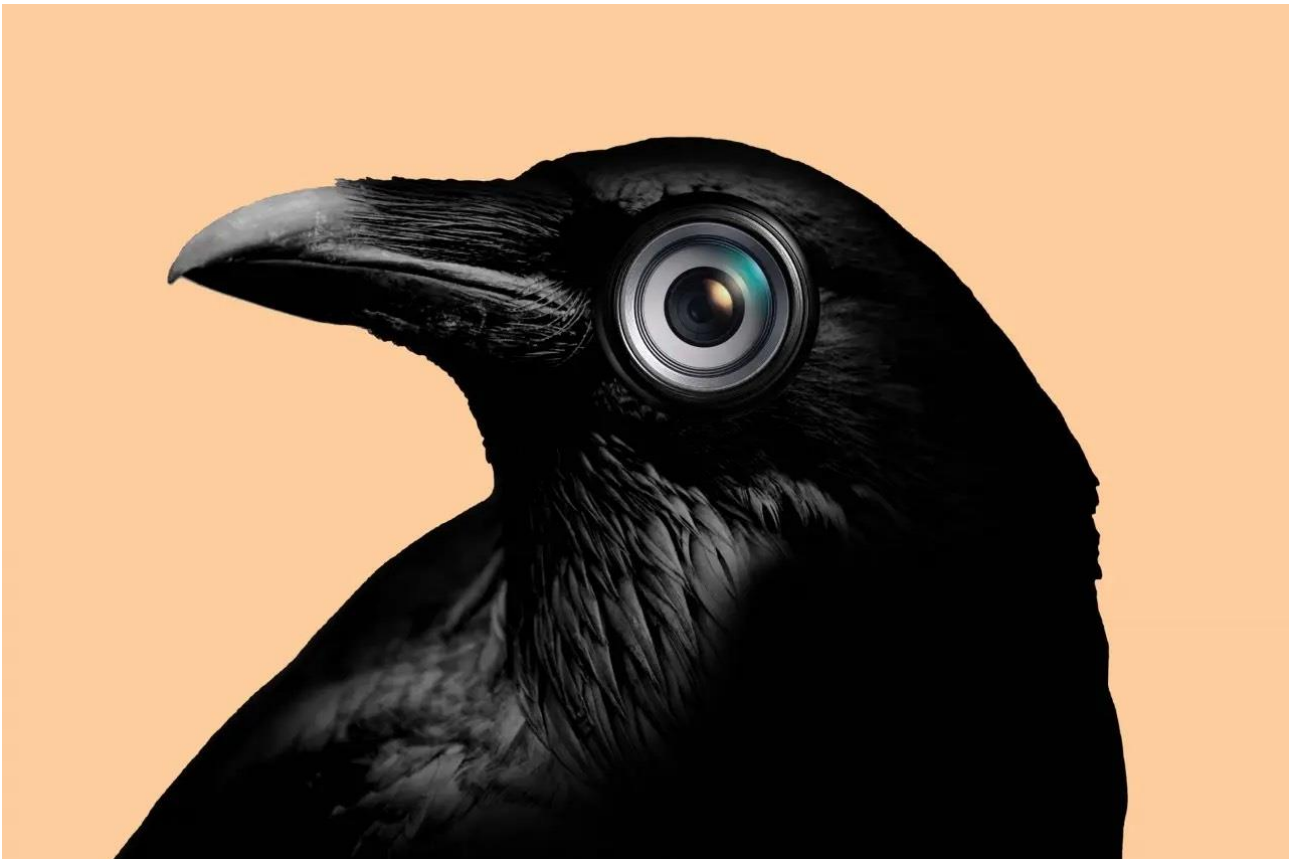


# Guide de compréhension du canular du siècle

Treize façons d'appréhender la désinformation

PAR JACOB SIEGEL



29 MARS 2023

ADAM MAIDA

## PROLOGUE : LA GUERRE DE L'INFORMATION

En 1950, le sénateur Joseph McCarthy a affirmé posséder la preuve qu'un réseau d'espionnage communiste opérait au sein du gouvernement. Du jour au lendemain, ces accusations explosives ont fait le tour de la presse nationale, mais les détails changeaient sans cesse. Dans un premier temps, McCarthy a déclaré qu'il disposait d'une liste contenant les noms de 205 communistes au sein du département d'État ; le lendemain, il a ramené cette liste à 57. Comme il la gardait secrète, les incohérences n'avaient pas d'importance. Ce qui comptait, c'était la puissance de l'accusation, qui a fait du nom de McCarthy un synonyme de la politique de l'époque.

Pendant plus d'un demi-siècle, le maccarthysme<sup>1</sup> a été un chapitre essentiel de la vision du monde des libéraux américains : une mise en garde contre l'attrait dangereux des listes noires, des chasses aux sorcières et des démagogues<sup>2</sup>.

Jusqu'en 2017, lorsqu'une nouvelle liste de soi-disant agents russes a secoué la presse et la classe politique américaines. Une nouvelle organisation, Hamilton 68, prétendait avoir découvert des centaines de comptes affiliés à la Russie qui avaient infiltré Twitter pour semer le chaos et aider Donald Trump à remporter l'élection. La Russie était accusée de pirater les plateformes de médias sociaux, les nouveaux centres de pouvoir, et de les utiliser pour influencer secrètement le cours des événements aux États-Unis.

Rien de tout cela n'était vrai. Après examen de la liste secrète d'Hamilton 68, le responsable de la sécurité de Twitter, Yoel Roth, a admis en privé que son entreprise permettait à de « vraies personnes » d'être « unilatéralement qualifiées de laquais de la Russie, sans preuve ni recours ».

L'épisode Hamilton 68 s'est déroulé comme une réédition quasi parfaite de l'affaire McCarthy, à une différence près : McCarthy avait dû faire face à une certaine résistance de la part de journalistes de premier plan, d'agences de renseignement américaines et de ses collègues du Congrès. À l'inverse, aujourd'hui, ces mêmes groupes se sont alignés pour soutenir les nouvelles listes secrètes et attaquer quiconque les remettait en question.

Lorsqu'au début de cette année, la preuve que Hamilton 68 était un canular de haut niveau perpétré contre le peuple américain a fait surface, la presse nationale l'a accueillie par un silence assourdissant. Le désintérêt était si profond que cela suggérait une décision de principe plutôt qu'une recherche de la facilité pour les porte-drapeaux du libéralisme américain, qui avaient perdu la foi dans la promesse de la liberté et embrassé un nouvel idéal.

---

Dans les derniers jours de son mandat, le président Barack Obama a pris la décision d'engager le pays sur une nouvelle voie. Le 23 décembre 2016, il a promulgué la Loi sur la lutte contre la propagande et la désinformation étrangères<sup>3</sup>, qui emploie le langage de la défense de la patrie pour lancer une guerre de l'information ouverte et offensive.

Le spectre de Donald Trump et les mouvements populistes de 2016 ont réveillé des monstres endormis en Occident. La désinformation, vestige à moitié oublié de la guerre froide, a été à nouveau évoquée comme une menace urgente et existentielle. On a dit que la Russie aurait exploité les vulnérabilités d'internet pour contourner les défenses stratégiques américaines en infiltrant les téléphones et les ordinateurs portables de particuliers. L'objectif final du Kremlin était de coloniser l'esprit de ses cibles, une tactique que les spécialistes de la guerre cybernétique appellent le « piratage cognitif ».

La lutte contre cette menace fantôme était considérée comme une question de survie nationale. « Les États-Unis perdent la guerre d'influence », avertissait un article de décembre 2016 du journal de l'industrie de la défense, *Defense One*. Il citait deux *initiés* du gouvernement qui affirmaient que les lois rédigées pour protéger les citoyens américains de l'espionnage étatique mettaient en péril la sécurité nationale. Selon Rand Waltzman, ancien directeur de programme à la Defense Advanced Research

---

<sup>1</sup> Politique de délation et de persécution menée aux États-Unis dans les années 1950, à l'encontre de personnalités taxées de sympathies communistes. → chasse aux sorcières

<sup>2</sup> ceux qui pratiquent une politique par laquelle on flatte les masses pour gagner et exploiter leur adhésion

<sup>3</sup> *Countering Foreign Propaganda and Disinformation Act*

Projects Agency<sup>4</sup>, les adversaires des États-Unis jouissaient d'un « avantage significatif » car non sujets aux « contraintes juridiques et organisationnelles auxquelles nous sommes soumis ».

Michael Lumpkin, qui a dirigé le Global Engagement Center (GEC) du département d'État, l'agence désignée par Obama pour mener la campagne de contre-désinformation des États-Unis, s'est fait l'écho de ce point de vue. M. Lumpkin a qualifié d'obsolète le Privacy Act<sup>5</sup> de 1974, une loi datant de l'après-Watergate qui protège les citoyens américains contre la collecte de leurs données par le gouvernement. « La loi de 1974 a été créée pour s'assurer que nous ne recueillions pas de données sur les citoyens américains. Eh bien, ... par définition, le World Wide Web est mondial. Il ne s'accompagne pas d'un passeport. Je ne peux pas distinguer s'il s'agit d'un citoyen tunisien aux États-Unis ou d'un citoyen américain en Tunisie... Si j'avais plus de possibilités de travailler avec ces [informations personnelles identifiables] et si j'y avais accès... je pourrais plus cibler, de manière plus définitive, pour m'assurer que je peux envoyer le bon message au bon public et au bon moment ».

Le message de l'establishment de la défense américaine était clair : pour gagner la guerre de l'information - conflit existentiel qui se déroule dans les dimensions sans frontières du cyberspace - le gouvernement devait se défaire des distinctions juridiques dépassées entre les terroristes étrangers et les citoyens américains.

Depuis 2016, le gouvernement fédéral a dépensé des milliards de dollars pour transformer le complexe de contre-désinformation en l'une des forces les plus puissantes du monde moderne : un Léviathan<sup>6</sup> dont les tentacules s'étendent aux secteurs public et privé, que le gouvernement utilise pour diriger un effort de « l'ensemble de la société » qui vise à prendre le contrôle total d'Internet et à réaliser rien de moins que l'éradication de l'erreur humaine.

---

La première étape de cette mobilisation nationale pour vaincre la désinformation a consisté en la fusion de l'infrastructure de sécurité nationale des États-Unis avec les plateformes de médias sociaux, où la guerre se déroulait. L'agence gouvernementale chargée de la lutte contre la désinformation, le GEC<sup>7</sup>, a déclaré que sa mission consistait à « rechercher et à engager les meilleurs talents du secteur technologique ». À cette fin, le gouvernement a commencé à nommer des cadres du secteur technologique comme commissaires à l'information en temps de guerre de facto.

Des entreprises comme Facebook, Twitter, Google et Amazon ont toujours compté des vétérans de l'establishment de la sécurité nationale parmi leurs cadres supérieurs. Mais avec la nouvelle alliance entre la sécurité nationale américaine et les médias sociaux, les anciens espions et responsables des agences de renseignement sont devenus un bloc dominant au sein de ces entreprises ; L'ancienne échelle de carrière par laquelle les gens passaient de leur expérience gouvernementale à des emplois dans le secteur privé de la technologie s'est transformé en un ouroboros<sup>8</sup> les réunissant tous deux dans le même moule. Avec la fusion D.C.-Silicon Valley, les bureaucraties fédérales ont pu s'appuyer sur des relations sociales informelles pour imposer leur agenda au sein des entreprises technologiques.

---

<sup>4</sup> Agence des projets de recherche avancée de défense

<sup>5</sup> Loi sur la protection de la vie privée

<sup>6</sup> Monstre marin mentionné dans la Bible. Il donne son titre à l'ouvrage fondateur de la philosophie politique moderne, le Léviathan de T. Hobbes

<sup>7</sup> Global Engagement Center/ Centre d'engagement mondial

<sup>8</sup> Symbole en forme de cercle figurant un serpent ou un dragon se mordant la queue. Se reproduisant à l'infini, il incarne la roue du temps, le cycle éternel de la nature. Le serpent est quelquefois représenté à moitié blanc et à moitié noir

À l'automne 2017, le FBI a créé sa Task Force sur l'influence étrangère dans le but explicite de surveiller les médias sociaux afin de repérer les comptes qui tentent de « discréditer les personnes et les institutions américaines ». Le département de la sécurité intérieure a endossé un rôle similaire.

À peu près au même moment, Hamilton 68 a explosé. En public, les algorithmes de Twitter ont fait du « tableau de bord » exposant l'influence russe un sujet d'actualité majeur. En coulisses, les dirigeants de Twitter ont rapidement compris qu'il s'agissait d'une escroquerie. Selon le journaliste Matt Taibbi, lorsque Twitter a procédé à une rétro-ingénierie de la liste secrète, il a découvert qu'« au lieu de pister l'influence de la Russie sur les attitudes américaines, Hamilton 68 s'est contenté de rassembler une poignée de comptes, pour la plupart réels et américains, et de décrire leurs conversations organiques<sup>9</sup> comme des manigances russes ». Cette découverte a incité le responsable de la confiance et de la sécurité de Twitter, Yoel Roth, à suggérer dans un courriel d'octobre 2017 que l'entreprise prenne des mesures pour dénoncer le canular et « qualifier cela de foutaises, puisque c'est ce dont il s'agit. »

En fin de compte, ni Roth ni personne d'autre n'a pipé mot. Au lieu de cela, ils ont laissé un fournisseur de foutaises de qualité industrielle - le terme démodé pour *désinformation* - continuer à déverser son contenu directement dans le flux d'informations.

---

Que quelques agences puissantes luttent contre la désinformation n'était pas suffisant. La stratégie de mobilisation nationale exigeait une approche « non seulement de l'ensemble du gouvernement, mais de l'ensemble de la société », selon un document du GEC de 2018. « pour contrer la propagande et la désinformation », a déclaré l'agence, « il faudra tirer parti de l'expertise de l'ensemble du gouvernement, des secteurs de la technologie et du marketing, du monde universitaire et des ONG. »

C'est ainsi que la « guerre contre la désinformation » créée par le gouvernement est devenue la grande croisade morale de son temps. Les officiers de la CIA à Langley en sont venus à partager la même cause que de jeunes journalistes branchés à Brooklyn, des organisations à but non lucratif progressistes à Washington, des groupes de réflexion financés par George Soros à Prague, des consultants en équité raciale, des consultants en capital-investissement, des employés d'entreprises technologiques de la Silicon Valley, des chercheurs de l'Ivy League<sup>10</sup> et des membres de la famille royale britannique qui ont failli à leur mission. Les républicains « Never Trump (=Trump, jamais) » ont uni leurs forces à celles du Comité national démocrate, qui a déclaré que la désinformation en ligne était « un problème qui concerne l'ensemble de la société et qui exige une réponse de l'ensemble de la société ».

Même les critiques les plus virulents du phénomène - y compris Taibbi et Jeff Gerth de la *Columbia Journalism Review*, qui a récemment publié une dissection du rôle de la presse dans la promotion de fausses allégations de collusion entre Trump et la Russie - se sont concentrés sur les échecs des médias, un point de vue largement partagé par les publications conservatrices, qui traitent la désinformation comme un problème de censure partisane biaisée. Mais s'il ne fait aucun doute que les médias se sont totalement déshonorés, ils sont aussi un bouc émissaire commode - de loin l'acteur le plus faible du complexe de contre-désinformation. La presse américaine, autrefois gardienne de la démocratie, a été vidée de sa substance au point d'être brandie comme une marionnette par les agences de sécurité américaines et les agents du parti.

---

<sup>9</sup> *Organic Conversation* est un podcast hebdomadaire et une émission de radio nationale inspirant la santé, le développement durable et la pleine conscience, qui propose des entretiens avec des auteurs, des cinéastes, des organisations à but non lucratif et des acteurs du changement

<sup>10</sup> Groupe de huit universités privées du Nord-Est des États-Unis. Elles sont parmi les universités les plus anciennes (sept ont été fondées par les Britanniques avant l'indépendance) et les plus prestigieuses du pays

Ce serait pratique de qualifier ce qui s'est passé de tragédie, mais le public est censé apprendre quelque chose d'une tragédie. En tant que nation, non seulement l'Amérique n'a rien appris, mais on l'a délibérément empêchée d'apprendre quoi que ce soit tout en la forçant à courir après des ombres. Non pas que les Américains soient stupides, mais car ce qui s'est passé n'est pas une tragédie, c'est plus proche d'un crime. La désinformation est à la fois le nom du crime et le moyen de le couvrir ; une arme qui sert aussi de déguisement.

Le crime est la guerre de l'information lancée sous de faux prétextes et qui, de par sa nature, détruit les frontières essentielles entre public et privé, entre étranger et national, frontières pourtant essentielles à la paix et à la démocratie. En assimilant la politique anti-establishment des populistes nationaux à des actes de guerre commis par des ennemis étrangers, on a justifié le recours à des armes de guerre contre des citoyens américains. On a transformé les lieux publics où se déroule la vie sociale et politique en pièges de surveillance et en cibles pour des opérations psychologiques de masse. Le crime est la violation systématique des droits des Américains par des fonctionnaires non élus qui contrôlent secrètement ce que les individus peuvent penser et dire.

Ce que nous voyons aujourd'hui, dans les révélations qui exposent les rouages du régime de censure conjoint des entreprises et de l'État, ce n'est que la fin du commencement. Les États-Unis n'en sont encore qu'aux premiers stades d'une mobilisation de masse qui vise à soumettre tous les secteurs de la société à un régime technocratique unique. Cette mobilisation, qui a commencé sous forme de réponse à la menace prétendument urgente de l'ingérence russe, évolue maintenant vers un régime de contrôle total de l'information qui s'est arrogé la mission d'éradiquer des dangers abstraits tels que l'erreur, l'injustice et le mal - un objectif que l'on n'attribue normalement qu'aux dirigeants qui se croient infallibles, ou aux super-vilains des *comics*.

des manifestations typiquement humaines d'incompétence et d'intimidation brutale on marqué la première phase de la guerre de l'information . Mais la prochaine étape, déjà en cours, recourt à des processus évolutifs d'intelligence artificielle et de pré-censure algorithmique qui sont encodés de manière invisible dans l'infrastructure de l'internet, où ils peuvent modifier les perceptions de milliards de personnes.

Un monstre est en train de prendre forme en Amérique. D'un point de vue formel, il s'agit de la synergie du pouvoir de l'État et des entreprises au service d'un zèle tribal qui est la marque du fascisme. Pourtant, quiconque passe du temps en Amérique sans être un zélote<sup>11</sup> qui a subi un lavage de cerveau peut dire qu'il ne s'agit pas d'un pays fasciste. Ce qui est en train de naître, c'est une forme nouvelle de gouvernement et d'organisation sociale aussi différente de la démocratie libérale du milieu du vingtième siècle que la première république américaine l'était du monarchisme britannique dont elle est issue et qu'elle a fini par supplanter. Un État organisé selon le principe qu'il existe afin de protéger les droits souverains des individus est en train d'être remplacé par un Léviathan numérique qui exerce son pouvoir au moyen d'algorithmes opaques et de la manipulation d'essaims numériques<sup>12</sup>. Il ressemble au système chinois de crédit social et de contrôle de l'État par un parti unique, mais cela ne tient pas compte du caractère distinctement américain et providentiel du système de contrôle. Pendant le temps que nous perdons à essayer de le nommer, ce mécanisme peut disparaître à nouveau dans l'ombre bureaucratique, dissimulant toute trace au moyen de suppressions automatiques à partir des centres de données top secrets d'Amazon Web Services, « le cloud de confiance du gouvernement ».

---

<sup>11</sup> *Personne animée d'un zèle fanatique*

<sup>12</sup> *Façon particulière dont la société technologique actuelle est configurée. Comportement collectif des systèmes décentralisés et auto-organisés*

Quand le merle noir en vol disparut au loin,  
Il marqua la circonférence  
D'un cercle parmi tant d'autres.<sup>13</sup>

D'un point de vue technique ou structurel, l'objectif du régime de censure n'est pas de censurer ou d'opprimer, mais de gouverner. C'est pourquoi l'on ne peut jamais taxer les autorités d'être coupables de désinformation. Ni lorsqu'elles ont menti sur les ordinateurs portables de Hunter Biden, ni lorsqu'elles ont prétendu que la fuite du laboratoire était une conspiration raciste ou qu'elles ont affirmé que les vaccins empêchaient la transmission du nouveau coronavirus. La désinformation, aujourd'hui et pour toujours, est telle qu'ils la définissent. Ce n'est pas un signe que le concept est mal utilisé ou corrompu ; c'est le fonctionnement précis d'un système totalitaire.

Si la philosophie sous-jacente à la guerre contre la désinformation peut s'exprimer en une seule formule, c'est celle-ci : penser n'est pas une activité pour laquelle vous êtes digne de confiance. Ce qui suit est une tentative de voir comment cette philosophie s'est manifestée dans la réalité. La désinformation est abordée sous treize angles, à l'instar des « Treize façons de regarder un merle », poème de Wallace Stevens datant de 1917, dans l'espoir que la synthèse de ces points de vue partiels donne une impression utile de la véritable forme de la désinformation et de son dessein ultime.

## SOMMAIRE

- I. Le retour inattendu de la russophobie : Les origines de la « désinformation » contemporaine
- II. L'élection de Trump : « C'est la faute de Facebook »
- III. Pourquoi avons-nous besoin de toutes ces données sur les gens ?
- IV. L'Internet : Du chouchou au démon
- V. Le Russiagate ! Russiagate ! Russiagate !
- VI. Pourquoi la « guerre contre la terreur » de l'après 11 septembre n'a jamais pris fin
- VII. La montée des « extrémistes nationaux »
- VIII. Le Borg des ONG
- IX. Le COVID-19
- X. Les ordinateurs portables de Hunter : L'exception à la règle
- XI. Le nouvel État à parti unique
- XII. La fin de la censure
- XIII. Après la démocratie

---

<sup>13</sup> Extrait d'un poème de Steven Wallace, *Treize façons de regarder un merle noir*

*Vous disposez d'informations privilégiées sur le complexe de contre-désinformation ? Envoyez un courriel à [jacobsiegel@protonmail.com](mailto:jacobsiegel@protonmail.com) ou contactez-le sur Twitter @jacob\_\_siegel.*

## **I. La russophobie revient, de manière inattendue : Les origines de la « désinformation » contemporaine**

Les fondations de la guerre de l'information actuelle ont été posées en réponse à une série d'événements qui se sont déroulés en 2014. La Russie a d'abord tenté de réprimer le mouvement Euromaïdan<sup>14</sup> soutenu par les États-Unis en Ukraine ; quelques mois plus tard, elle a envahi la Crimée ; et plusieurs mois après, l'État islamique s'est emparé de la ville de Mossoul, au nord de l'Irak, et l'a déclarée capitale d'un nouveau califat. Dans trois conflits distincts, un ennemi ou une puissance rivale des États-Unis ont été considérés comme ayant utilisés avec succès non seulement la puissance militaire, mais aussi des campagnes de messagerie sur les médias sociaux conçues pour confondre et démoraliser ses ennemis - une combinaison connue sous le nom de « guerre hybride ». Ces conflits ont convaincu les responsables de la sécurité des États-Unis et de l'OTAN que le pouvoir des médias sociaux pour façonner les perceptions du public avait évolué au point de pouvoir décider de l'issue des guerres modernes - une issue qui pourrait être contraire à celle souhaitée par les États-Unis. Ils en ont conclu que l'État devait se donner les moyens de prendre le contrôle des communications numériques afin de pouvoir présenter la réalité telle qu'il la souhaite et d'empêcher qu'elle ne devienne autre.

Techniquement, la *guerre hybride* désigne une approche qui combine des moyens militaires et non militaires - des opérations clandestines et secrètes mêlées à une guerre de l'information et à des opérations d'influence - afin de désorienter et d'affaiblir une cible tout en évitant une guerre conventionnelle directe à grande échelle. Dans la pratique, elle est notoirement vague. « Le terme couvre désormais tous types d'activités russes perceptibles, de la propagande à la guerre conventionnelle, et tout ce qui existe entre les deux », a écrit Michael Kofman, analyste de la Russie, en mars 2016.

Au cours de la dernière décennie, la Russie a en effet employé à plusieurs reprises des tactiques associées à la guerre hybride, notamment en s'efforçant de cibler le public occidental avec des messages diffusés sur des chaînes comme RT et Sputnik News et des opérations cybernétiques telles que l'utilisation de comptes de « trolls ». Mais ces pratiques n'étaient pas nouvelles, même en 2014, et les États-Unis, comme toutes les autres grandes puissances, s'y livraient également. Dès 2011, les États-Unis construisaient leurs propres « armées de trolls » en ligne en développant des logiciels pour « manipuler secrètement les sites de médias sociaux en utilisant de fausses personnalités en ligne pour influencer les conversations sur Internet et diffuser de la propagande pro-américaine ».

« Si vous torturez la guerre hybride suffisamment longtemps, elle vous dira n'importe quoi », avait admonesté Kofman, et c'est précisément ce qui a commencé à se produire quelques mois plus tard, lorsque les détracteurs de Trump ont popularisé l'idée qu'une main russe cachée était le marionnettiste des évolutions politiques aux États-Unis.

Le principal promoteur de cette idée était un ancien agent du FBI et analyste de la lutte contre le terrorisme, Clint Watts. Dans un article d'août 2016 intitulé « How Russia Dominates Your Twitter Feed

---

<sup>14</sup> Nom donné aux manifestations pro-européennes en Ukraine, ayant débuté le 21 novembre 2013 à la suite de la décision du gouvernement ukrainien de ne pas signer l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne au profit d'un accord avec la Russie

to Promote Lies (And, Trump, Too)<sup>15</sup> » Clint Watts et son coauteur, Andrew Weisburd, décrivent comment la Russie a relancé sa campagne « Mesures actives » de l'époque de la guerre froide, en utilisant la propagande et la désinformation pour influencer les audiences étrangères. En conséquence, selon l'article, les électeurs de Trump et les propagandistes russes promouvaient sur les médias sociaux les mêmes histoires destinées à faire passer l'Amérique pour faible et incompétente. Les auteurs ont affirmé de manière surprenante que « la fusion des comptes favorables à la Russie et des électeurs de Trump durait depuis un certain temps ». Si cela était vrai, cela signifiait que toute personne qui exprimait son soutien à Donald Trump pouvait être un agent du gouvernement russe, qu'elle ait ou non l'intention de jouer ce rôle. Cela signifiait que ceux qu'ils appelaient les « Trumpkins », qui représentaient la moitié du pays, attaquaient l'Amérique de l'intérieur. Cela signifiait que la politique était désormais une guerre, comme c'est le cas dans de nombreuses régions du monde, et faisait de dizaines de millions d'Américains des ennemis.

M. Watts s'est fait un nom en tant qu'analyste de la lutte contre le terrorisme en étudiant les stratégies de médias sociaux utilisées par ISIS, mais avec des articles comme celui-ci, il est devenu l'expert des médias sur les trolls russes et les campagnes de désinformation du Kremlin. Il semble qu'il ait également bénéficié de puissants soutiens.

Dans son livre *The Assault on Intelligence*<sup>16</sup>, Michael Hayden, chef de la CIA à la retraite, a qualifié Watts d'« homme qui, plus que tout autre, a tenté de tirer la sonnette d'alarme plus de deux ans avant les élections de 2016. »

Dans son livre, Hayden attribue à Watts le mérite de lui avoir enseigné le pouvoir des médias sociaux : « Watts m'a fait remarquer que Twitter, par la simple répétition et le volume, rendait les faussetés plus crédibles. Il l'a qualifié de « propagande informatique ». Twitter alimente à son tour les médias grand public ».

Une fausse histoire amplifiée par Twitter avec des algorithmes et diffusée par les médias - ce n'est pas une coïncidence si cela décrit parfaitement les « foutaises » diffusées sur Twitter au sujet des opérations d'influence russes : En 2017, c'est Watts qui a eu l'idée du tableau de bord Hamilton 68 et qui a aidé à diriger l'initiative.

## II. L'élection de Trump : « C'est la faute de Facebook »

Personne ne pensait que Trump était un politicien normal. En tant qu'ogre, Trump a horrifié des millions d'Américains qui se sont sentis personnellement trahis par la possibilité qu'il occupe le même poste que George Washington et Abe Lincoln. Trump menaçait également les intérêts commerciaux des secteurs les plus puissants de la société. C'est cette dernière offense, plutôt que son racisme supposé ou son caractère non présidentiel flagrant, qui a plongé la classe dirigeante en état d'apoplexie.

Comme il s'est concentré sur la réduction du taux d'imposition des sociétés, il est facile d'oublier que les responsables républicains et la classe des donateurs du parti le considéraient comme un radical dangereux, une menace pour leurs liens commerciaux avec la Chine, leur accès à une main-d'œuvre importée bon marché et l'activité lucrative de la guerre perpétuelle. Mais c'est bien ainsi qu'ils le voyaient, comme en témoigne la réaction sans précédent à la candidature de Trump enregistrée par le *Wall Street Journal* en septembre 2016 : « Aucun dirigeant des 100 plus grandes entreprises du pays n'avait fait de don à la campagne présidentielle du républicain Donald Trump jusqu'au mois d'août, un

---

<sup>15</sup> Comment la Russie domine votre fil Twitter pour promouvoir des mensonges (et aussi Trump)

<sup>16</sup> L'assaut contre le renseignement



net revirement par rapport à 2012, lorsque près d'un tiers des PDG des entreprises du classement Fortune 100 avaient soutenu le candidat du parti démocrate, Mitt Romney. »

Le phénomène n'est pas propre à Trump. Bernie Sanders, le candidat populiste de gauche en 2016, était également considéré comme une menace dangereuse par la classe dirigeante. Mais alors que les démocrates avaient réussi à saboter Sanders, Trump a réussi à passer les garde-fous de son parti, ce qui signifie qu'il a fallu s'en occuper par d'autres moyens.

Deux jours après son entrée en fonction, le sénateur Chuck Schumer, tout sourire, a déclaré à Rachel Maddow de MSNBC qu'il était « vraiment stupide » de la part du nouveau président de s'attirer les foudres des agences de sécurité qui étaient censées travailler pour lui : « Laissez-moi vous dire que si vous vous attaquez à la communauté du renseignement, elle a six façons de se venger de vous dès dimanche.

Trump avait utilisé des sites comme Twitter pour contourner les élites de son parti et entrer directement en contact avec ses partisans. Par conséquent, pour paralyser le nouveau président et s'assurer que personne de semblable ne puisse jamais revenir au pouvoir, les agences de renseignement devaient briser l'indépendance des plateformes de médias sociaux. Comme par hasard, il s'agissait de la même leçon que celle tirée par de nombreux responsables du renseignement et de la défense des campagnes d'ISIS<sup>7</sup> et de la Russie en 2014 - à savoir que les médias sociaux étaient trop puissants pour ne pas être contrôlés par l'État - mais appliquée à la politique intérieure, ce qui signifiait que les agences recevraient désormais l'aide de politiciens qui avaient tout intérêt à profiter de l'effort.

Immédiatement après l'élection, Hillary Clinton a commencé à accuser Facebook d'être responsable de sa défaite. Jusque-là, Facebook et Twitter s'étaient efforcés de rester en dehors de la mêlée politique, craignant de compromettre leurs profits potentiels en s'aliénant l'un ou l'autre parti. Mais un changement profond s'est produit, car l'opération sous-jacente à la campagne de Clinton s'est réorientée non seulement pour réformer les plateformes de médias sociaux, mais aussi pour les conquérir. La leçon qu'ils ont tirée de la victoire de Trump est que Facebook et Twitter - plus que le Michigan et la Floride - sont les champs de bataille cruciaux où les compétitions politiques sont gagnées ou perdues. « Beaucoup d'entre nous commencent à parler de l'ampleur du problème », a déclaré Teddy Goff, stratège numérique en chef de Clinton, à Politico la semaine suivant l'élection, en faisant référence au rôle présumé de Facebook dans la diffusion de la désinformation russe qui avait aidé Trump. « Tant au niveau de la campagne que de l'administration, et plus largement de l'orbite d'Obama, c'est l'une des choses que nous aimerions aborder après l'élection », a déclaré M. Goff.

La presse a répété ce message si souvent qu'elle a donné à la stratégie politique l'apparence d'une validité objective :

« Donald Trump Won Because of Facebook<sup>18</sup> » ; *New York Magazine*, 9 novembre 2016.

« Facebook, in Cross Hairs After Election, Is Said to Question Its Influence »<sup>19</sup> ; *The New York Times*, 12 novembre 2016.

« Russian propaganda effort helped spread 'fake news' during election, experts say »<sup>21</sup> ; *The Washington Post*, 24 novembre 2016.

---

<sup>17</sup> *ISIS - État islamique en Irak et en Syrie*

<sup>18</sup> *Donald Trump l'a emporté grâce à Facebook*

<sup>19</sup> *Facebook, en porte-à-faux après les élections, remettrait en question son influence*

<sup>20</sup> *Donald Trump l'a emporté grâce à Facebook*

<sup>21</sup> *Selon des experts, la propagande russe a contribué à la diffusion de "fake news" pendant les élections*

« C'est la désinformation, et non les « fake news », qui a fait élire Trump, et elle ne s'arrête pas » ; *The Intercept*, 6 décembre 2016.

Et ainsi de suite dans d'innombrables articles qui ont dominé le cycle de l'information les deux années qui ont suivi.

Dans un premier temps, Mark Zuckerberg, PDG de Facebook, a rejeté l'accusation selon laquelle les « fake news » publiées sur sa plateforme avaient influencé le résultat de l'élection, la qualifiant d'« assez folle ». Mais il a dû faire face à une campagne de pression intense au cours de laquelle tous les secteurs de la classe dirigeante américaine, y compris ses propres employés, lui ont reproché d'avoir placé un agent de Poutine à la Maison-Blanche, l'accusant de fait de haute trahison. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est arrivée quelques semaines après l'élection, lorsqu'Obama lui-même a « dénoncé publiquement la diffusion de fausses nouvelles sur Facebook ». Deux jours plus tard, Zuckerberg s'est plié à l'exercice : « Facebook annonce une nouvelle offensive contre les fake news suite aux commentaires d'Obama ».

L'affirmation fautive mais fondamentale selon laquelle la Russie avait piraté l'élection de 2016 a fourni une justification - tout comme les affirmations sur les armes de destruction massive qui ont déclenché la guerre en Irak - pour plonger l'Amérique dans un état d'exception pour cause de guerre. Une fois les règles normales de la démocratie constitutionnelle suspendues, une coterie<sup>22</sup> d'agents du parti et de responsables de la sécurité a ensuite installé une nouvelle architecture de contrôle social, vaste et largement invisible, en arrière-plan des plus grandes plateformes de l'internet.

Bien qu'il n'y ait jamais eu d'ordre officiel, le gouvernement américain a commencé à appliquer la loi martiale en ligne.



---

<sup>22</sup> Réunion de personnes soutenant ensemble leurs intérêts.

### III. Pourquoi avons-nous besoin de toutes ces données sur les personnes ?

La doctrine américaine de la guerre de contre-insurrection (COIN<sup>23</sup>) est célèbre pour son appel à « gagner les cœurs et les esprits ». L'idée est que la victoire contre les groupes d'insurgés dépend du soutien de la population locale, que seule la force brute peut gagner. Dans des pays comme le Vietnam et l'Irak, le soutien a été obtenu en combinant la construction d'une nation et le fait de présenter un attrait pour les populations locales en leur fournissant des biens qu'elles étaient supposées apprécier : de l'argent et des emplois, par exemple, ou de la stabilité.

Comme que les valeurs culturelles varient et que ce qu'apprécie un villageois afghan peut sembler sans valeur à un comptable suédois, les contre-insurgés qui réussissent doivent apprendre à connaître les motivations de la population locale. Pour conquérir un esprit, il faut d'abord le pénétrer pour comprendre ses désirs et ses craintes. En cas d'échec, l'arsenal militaire moderne dispose d'une autre approche pour la remplacer : le contre-terrorisme. Là où la contre-insurrection tente de gagner le soutien local, le contre-terrorisme tente de traquer et de tuer les ennemis désignés.

Malgré l'apparente tension entre ces deux approches opposées, les deux stratégies ont souvent été utilisées en tandem. Toutes deux s'appuient sur de vastes réseaux de surveillance pour recueillir des renseignements sur leurs cibles, qu'il s'agisse de savoir où creuser des puits ou de localiser des terroristes afin de les tuer. Mais le contre-insurgé en particulier s'imagine que s'il peut en apprendre suffisamment sur une population, il sera possible de réorganiser sa société. Pour obtenir des réponses, il suffit d'utiliser les bonnes ressources : une combinaison d'outils de surveillance et de méthodes de sciences sociales, dont les résultats communs alimentent des bases de données centralisées toutes puissantes, censées contenir la totalité de la guerre.

En réfléchissant à mon expérience en tant qu'officier de renseignement de l'armée américaine en Afghanistan, j'ai observé que « les outils d'analyse de données à la portée de toute personne ayant accès à un centre d'opérations ou à une salle de crise semblaient promettre la convergence imminente de la carte et du territoire », mais qu'ils ont fini par devenir un piège, car « les forces américaines pouvaient mesurer des milliers de choses différentes que nous ne pouvions pas comprendre ». Nous avons essayé de combler ce déficit en acquérant encore plus de données. Si nous pouvions rassembler suffisamment d'informations et les harmoniser avec les bons algorithmes, nous pensions que la base de données devinerait l'avenir.

Ce cadre est non seulement fondamental dans la doctrine américaine moderne de contre-insurrection, mais il était également à l'origine de la construction de l'internet. Le Pentagone a construit le proto-internet connu sous le nom d'ARPANET en 1969 parce qu'il avait besoin d'une infrastructure de communication décentralisée capable de survivre à une guerre nucléaire, mais ce n'était pas le seul objectif. L'internet, écrit Yasha Levine dans son histoire du sujet, *Surveillance Valley*<sup>24</sup>, était aussi « une tentative de construire des systèmes informatiques capables de collecter et de partager des renseignements, d'observer le monde en temps réel, d'étudier et d'analyser les gens et les mouvements politiques dans le but ultime de prédire et de prévenir les bouleversements sociaux ». Certains ont même rêvé de créer une sorte de radar d'alerte précoce des sociétés humaines : un système informatique en

---

<sup>23</sup> COIN - Forme utilisée par l'OTAN, "l'ensemble des actions visant à vaincre les forces irrégulières" « action militaire ou politique menée contre les activités de guérillas ou de révolutionnaires »

<sup>24</sup> La vallée de la surveillance

réseau qui surveillerait les menaces sociales et politiques et les intercepterait de la même manière que les radars traditionnels le faisaient pour les avions ennemis ».

À l'époque du « programme de liberté » de l'internet, la mythologie populaire de la Silicon Valley le dépeignait comme un laboratoire de monstres, d'autodidactes, de libres penseurs et de bricoleurs libertaires qui voulaient simplement faire des choses géniales sans que le gouvernement ne les ralentisse. L'autre version de l'histoire, décrite dans le livre de M. Levine, souligne que l'internet « a toujours eu une nature à double usage, enracinée dans la collecte de renseignements et la guerre ». Il y a du vrai dans les deux versions, mais après 2001, la distinction a disparu.

Comme l'écrit Shoshana Zuboff dans *The Age of Surveillance Capitalism*<sup>25</sup>, au début de la guerre contre le terrorisme, « l'affinité élective entre les agences de renseignement publiques et le capitalisme de surveillance naissant de Google s'est épanouie dans le feu de l'action pour produire une déformation historique unique : l'exceptionnalisme de la surveillance ».

En Afghanistan, l'armée a dû recourir à des drones coûteux et à des « équipes de terrain humaines » composées d'universitaires aventureux pour sonder la population locale et en extraire les données sociologiques pertinentes. Mais comme les Américains passent des heures par jour à alimenter volontairement les monopoles de données liés au secteur de la défense avec leurs moindres pensées, il a dû sembler extrêmement facile à quiconque contrôlait les bases de données de manipuler les sentiments de la population dans son pays.

Il y a plus de dix ans, le Pentagone a commencé à financer le développement d'une série d'outils pour détecter et contrer les messages terroristes sur les médias sociaux. Certains faisaient partie d'une initiative plus large de « guerre mémétique<sup>26</sup> » au sein de l'armée, qui comprenait des propositions d'armement des mêmes pour « vaincre une idéologie ennemie et gagner les masses de non-combattants indécis ». Mais la plupart des programmes, lancés en réponse à la montée d'ISIS et à l'utilisation habile des médias sociaux par le groupe djihadiste, se sont concentrés sur le renforcement des moyens automatisés de détection et de censure des messages terroristes en ligne. Ces efforts ont culminé en janvier 2016 avec l'annonce par le département d'État de l'ouverture du Centre d'engagement mondial susmentionné, dirigé par Michael Lumpkin. Quelques mois plus tard, le président Obama a chargé le GEC<sup>27</sup> de la nouvelle guerre contre la désinformation. Le jour même de l'annonce de la création du GEC, M. Obama et « divers membres de haut rang de l'establishment de la sécurité nationale ont rencontré des représentants de Facebook, Twitter, YouTube et d'autres puissances de l'Internet pour discuter de la manière dont les États-Unis pouvaient lutter contre les messages d'ISIS par le biais des médias sociaux ».

Dans le sillage des bouleversements populistes de 2016, les figures de proue du parti au pouvoir aux États-Unis se sont emparées de la boucle de rétroaction de surveillance et de contrôle perfectionnée par la guerre contre le terrorisme comme méthode pour maintenir le pouvoir à l'intérieur des États-Unis. Les armes créées pour combattre ISIS et Al-Qaïda ont été retournées contre les Américains qui nourrissaient de mauvaises pensées sur le président ou les boosters de vaccins, les pronoms de genre ou la guerre en Ukraine.

---

<sup>25</sup> *L'ère du capitalisme de surveillance*

<sup>26</sup> *Utilisation dans les programmes militaires e mêmes, c'est-à-dire des idées et des concepts qui se propagent principalement sur Internet qui exploiteront les vulnérabilités psychologiques des forces hostiles pour créer la peur, la confusion et la paralysie, sapant ainsi leur moral et leur esprit de combat*

<sup>27</sup> *Global Engagement Center : Centre d'engagement mondial*

L'ancien fonctionnaire du département d'État Mike Benz, qui dirige aujourd'hui l'organisation Foundation for Freedom Online<sup>28</sup> qui se présente comme le chien de garde de la liberté d'expression numérique, décrit comment une société du nom de Graphika, qui est « essentiellement un consortium de censure financé par le ministère américain de la Défense » créé pour lutter contre les terroristes, a été réaffecté pour censurer le discours politique en Amérique. La société, « au départ financée pour aider à effectuer un travail de contre-insurrection sur les médias sociaux dans les zones de conflit pour l'armée américaine », a ensuite été « redéployée au niveau national pour la censure Covid et la censure politique », a déclaré M. Benz à un intervieweur. « Graphika a été déployé pour surveiller le discours sur le Covid, ses origines, les conspirations ou les questions qui l'entourent, sur les médias sociaux.

La lutte contre ISIS s'est transformée en lutte contre Trump et contre la « collusion russe », puis s'est transformée en lutte contre la désinformation. Mais il ne s'agit là que de changements de logo ; l'infrastructure technologique sous-jacente et la philosophie de la classe dirigeante, qui revendique le droit de refaire le monde sur la base d'un sens religieux de l'expertise, sont restées inchangées. L'art humain de la politique, qui aurait nécessité de véritables négociations et compromis avec les partisans de Trump, a été abandonné au profit d'une science spéculative d'ingénierie sociale du haut vers le bas visant à produire une société totalement administrée.

Pour la classe dirigeante américaine, la COIN a remplacé la politique comme moyen approprié de traiter avec les indigènes.

#### **IV. Internet : Du chouchou au démon**

Il était une fois l'internet qui allait sauver le monde. Le premier boom des .com dans les années 1990 a popularisé l'idée que la technologie d'Internet permettait de maximiser le potentiel humain et de répandre la démocratie. Le document « A Framework for Global Electronic Commerce »<sup>29</sup>, publié par l'administration Clinton en 1997, présentait la vision suivante : « Internet est un moyen de communication qui a fait ses preuves dans le monde entier : « Internet est un média au potentiel énorme pour promouvoir la liberté individuelle et l'autonomisation de l'individu » et « par conséquent, dans la mesure du possible, on devrait laisser l'individu maître de la manière dont il utilise ce média ». Les personnes intelligentes d'Occident se sont moquées des efforts naïfs déployés dans d'autres parties du monde pour contrôler le flux d'informations. En 2000, le président Clinton s'est moqué en comparant la répression d'Internet en Chine à « essayer de clouer de la gelée au mur ». Le battage médiatique s'est poursuivi sous l'administration Bush, lorsque les sociétés Internet ont été considérées comme des partenaires essentiels du programme de surveillance de masse de l'État et de son projet d'instauration de la démocratie au Moyen-Orient.

Mais le battage médiatique s'est vraiment emballé lorsque le président Obama a été élu grâce à une campagne axée sur les « big data », qui donnait la priorité à la sensibilisation aux médias sociaux. Il semblait y avoir un véritable alignement philosophique entre le style politique d'Obama, président de l'« espoir » et du « changement » dont le principe directeur en matière de politique étrangère était « Ne faites pas de bêtises », et l'entreprise de recherche sur internet dont la devise initiale était « Ne faites rien de mal ». Des liens personnels étroits unissaient également les deux pouvoirs, avec au cours de la présidence d'Obama, 252 cas de personnes passant d'un emploi à l'autre, entre la Maison Blanche et Google. De 2009 à 2015, les employés de la Maison-Blanche et de Google se rencontraient en moyenne plus d'une fois par semaine.

---

<sup>28</sup> *Fondation pour la liberté en ligne*

<sup>29</sup> *Cadre pour le commerce électronique mondial*

En tant que secrétaire d'État d'Obama, Hillary Clinton a dirigé le programme gouvernemental de « liberté sur Internet », qui visait à « promouvoir les communications en ligne en tant qu'outil d'ouverture de sociétés fermées ». « Dans un discours prononcé en 2010, Hillary Clinton a mis en garde contre l'expansion de la censure numérique dans les régimes autoritaires : « Un nouveau rideau d'information est en train de s'abattre sur une grande partie du monde », a-t-elle déclaré. « Et au-delà de ce rideau, les vidéos virales et les articles de blog sont en train de devenir le samizdat<sup>30</sup> de notre époque.

L'ironie suprême veut que les mêmes personnes qui menaient l'agenda de la liberté pour d'autres pays il y a dix ans, aient depuis poussé les États-Unis à mettre en place l'une des machines de censure les plus importantes et les plus puissantes qui existent, sous prétexte de lutter contre la désinformation.

*Ironie* n'est peut-être pas le mot qui convient pour décrire la différence entre la Clinton éprise de liberté d'il y a dix ans et l'activiste pro-censure d'aujourd'hui, mais il permet de saisir ce qui semble être la volte-face d'une catégorie de personnes qui étaient les porte-drapeaux publics d'idées radicalement différentes, à peine dix ans plus tôt. Ces personnes - avant tout politiques, - voyaient (et présentaient) la liberté d'internet comme une force positive pour l'humanité lorsqu'elle leur donnait du pouvoir et servait leurs intérêts, mais comme démoniaque lorsqu'elle brisait ces hiérarchies de pouvoir et profitait à leurs opposants. Voilà comment combler le fossé entre la Hillary Clinton de 2013 et celle de 2023 : Toutes deux considèrent Internet comme un outil extrêmement puissant pour faire avancer les processus politiques et opérer des changements de régime.

C'est pourquoi, dans le monde de Clinton et d'Obama, l'ascension de Donald Trump a été perçue comme une profonde trahison - car selon eux, la Silicon Valley aurait pu l'arrêter, mais ne l'a pas fait. En tant que responsables de la politique gouvernementale en matière d'internet, ils avaient aidé les entreprises technologiques à bâtir leur fortune sur la surveillance de masse et avaient évangélisé internet comme phare de la liberté et du progrès, tout en fermant les yeux sur leurs violations flagrantes des lois antitrust. En retour, les entreprises technologiques ont commis l'impensable, non pas parce qu'elles ont permis à la Russie de « pirater l'élection », une accusation désespérée lancée pour masquer la puanteur de l'échec, mais parce qu'elles ont refusé d'intervenir pour empêcher la victoire de Donald Trump.

Dans son livre Who Owns the Future ?<sup>31</sup>, le pionnier de la technologie Jaron Lanier écrit : « L'activité principale des réseaux numériques consiste désormais à créer des méga-dossiers ultra-secrets sur ce que font les autres, et à utiliser ces informations pour concentrer l'argent et le pouvoir. » Les économies numériques produisant des concentrations toujours plus grandes de données et de pouvoir, l'inévitable s'est produit : Les entreprises technologiques sont devenues trop puissantes.

Que pouvaient faire les dirigeants du parti au pouvoir ? Deux possibilités s'offraient à eux. Utiliser le pouvoir législatif du gouvernement pour contre-attaquer : Briser les monopoles de données et restructurer le contrat social qui sous-tend l'internet afin que les individus conservent la propriété de leurs données au lieu de se les faire voler chaque fois qu'ils cliquent dans un espace public. Ou bien, ils pouvaient préserver le pouvoir des entreprises technologiques tout en les forçant à abandonner leur simulacre de neutralité et à se ranger derrière le parti au pouvoir - une perspective tentante, vu ce qu'ils pourraient faire avec tout ce pouvoir.

Ils ont choisi l'option B.

---

<sup>30</sup> *Système clandestin de circulation d'écrits dissidents en URSS et dans les pays du bloc de l'Est, manuscrits ou dactylographiés par les nombreux membres de ce réseau informel.*

<sup>31</sup> *À qui appartient l'avenir ?*

En déclarant les plateformes coupables d'avoir élu Trump - un candidat tout aussi détestable pour les élites hautement éduquées de la Silicon Valley que pour celles hautement éduquées de New York et de Washington -, ils ont fourni la matraque que les médias et la classe politique ont utilisée pour battre les entreprises technologiques afin qu'elles deviennent plus puissantes et plus obéissantes.

## V. Le Russiagate ! Russiagate ! Russiagate !

Si l'on imagine que la classe dirigeante américaine était confrontée à un problème - Donald Trump semblait menacer leur survie institutionnelle -, l'enquête sur la Russie n'a pas seulement fourni les moyens d'unir les différentes branches de cette classe contre un ennemi commun au sein et en dehors du gouvernement, elle leur a aussi donné la forme ultime d'influence sur le secteur non aligné le plus puissant de la société : l'industrie technologique. La coordination nécessaire pour mener à bien la machination de la collusion russe était le véhicule, en fusionnant (1) les objectifs politiques du Parti démocrate, (2) l'agenda institutionnel des agences de renseignement et de sécurité, et (3) le pouvoir narratif et la ferveur morale des médias avec (4) l'architecture de surveillance des entreprises technologiques.

Le mandat secret de la FISA<sup>32</sup> qui a permis aux agences de sécurité américaines de commencer à espionner la campagne de Trump était basé sur le dossier Steele, un travail de sape partisan payé par l'équipe d'Hillary Clinton qui consistait en des rapports manifestement faux alléguant une relation de travail entre Donald Trump et le gouvernement russe. Bien qu'une arme puissante à court terme contre Trump, le dossier était aussi une foutaise évidente, ce qui laissait supposer qu'il pourrait au final devenir un handicap.

La désinformation a résolu ce problème tout en plaçant une arme de niveau nucléaire dans l'arsenal de la résistance anti-Trump. Au début, la désinformation n'était qu'un point de discussion parmi une demi-douzaine d'autres dans le camp anti-Trump. Elle l'a emporté sur les autres parce qu'elle était capable d'expliquer tout et n'importe quoi, tout en restant si ambiguë qu'on ne pouvait la réfuter. Sur le plan défensif, elle a permis d'attaquer et de discréditer quiconque remettait en cause le dossier ou l'allégation plus large de collusion entre Trump et la Russie.

Tous les vieux trucs maccarthystes ont été remis au goût du jour. *Le Washington Post* a fait grand cas de l'affirmation selon laquelle la désinformation avait fait basculer l'élection de 2016, une croisade qui a commencé dans les jours qui ont suivi la victoire de Trump, avec l'article « Russian propaganda effort helped spread 'fake news' during election, experts say »<sup>33</sup>. (Le principal expert cité dans l'article est Clint Watts).

Un flux régulier de fuites de responsables du renseignement vers des journalistes spécialisés dans la sécurité nationale avait déjà établi le faux récit selon lequel il existait des preuves crédibles de collusion entre la campagne de Trump et le Kremlin. Lorsque Trump a gagné en dépit de ces rapports, les hauts fonctionnaires responsables de leur diffusion, en particulier le chef de la CIA, John Brennan, ont redoublé d'efforts. Deux semaines avant l'entrée en fonction de Trump, l'administration Obama a publié une version déclassifiée d'une évaluation de la communauté du renseignement, connue sous le nom d'ICA<sup>34</sup>, sur les « Activités et intentions russes dans les récentes élections », qui affirmait : « Poutine et le gouvernement russe ont développé une nette préférence pour le président élu Trump ».

---

<sup>32</sup> *Foreign Intelligence Surveillance Act/Loi sur la surveillance du renseignement étranger*

<sup>33</sup> *Selon des experts, la propagande russe a contribué à la diffusion de "fake news" pendant les élections*

<sup>34</sup> *Intelligence Community Assessment/Évaluation de la communauté du renseignement*

L'ICA a été présentée comme le consensus objectif et apolitique atteint par de multiples agences de renseignement. Dans la *Columbia Journalism Review*, Jeff Gerth écrit que l'évaluation a fait l'objet d'une « couverture massive et largement non critique » dans la presse. En réalité, l'ICA était tout le contraire : un document politique élaboré de manière sélective qui omettait délibérément les preuves contraires afin de donner l'impression que la collusion n'était pas une rumeur largement contestée, mais un fait objectif.

Un rapport classifié de la commission du renseignement de la Chambre des représentants sur la création de l'ICA expliquait en détail à quel point ce document était inhabituel et ouvertement politique. « Il ne s'agissait pas de 17 agences, ni même d'une douzaine d'analystes des trois agences qui avaient rédigé l'évaluation », a déclaré au journaliste Paul Sperry un haut responsable du renseignement qui a lu une version préliminaire du rapport de la Chambre des représentants. « Seuls cinq agents de la CIA l'ont rédigé, tous choisis par M. Brennan. Et le rédacteur principal était un bon ami de Brennan ». Nommé par M. Obama, M. Brennan avait rompu avec les précédents en se mêlant de politique alors qu'il était directeur de la CIA. Cela a ouvert la voie à sa carrière post-gouvernementale en tant qu'analyste de MSNBC et figure de la « résistance », qui a fait les gros titres en accusant Trump de trahison.

Mike Pompeo, successeur de Brennan à la CIA, a déclaré qu'en tant que directeur de l'agence, il avait appris que « des analystes chevronnés qui avaient travaillé sur la Russie pendant presque toute leur carrière étaient devenus des spectateurs » lors de la rédaction de l'ICA. Selon Sperry, Brennan « a exclu du rapport des preuves contradictoires sur les motivations de Poutine, malgré les objections de certains analystes du renseignement qui soutenaient que Poutine comptait sur la victoire de Clinton et considérait Trump comme un 'joker' ». (C'est le même Brennan qui a passé outre les objections d'autres agences pour inclure le dossier Steele dans l'évaluation officielle).

Malgré ses irrégularités, l'ICA a fonctionné comme prévu : Trump a commencé sa présidence sous un nuage de suspicion qu'il n'a jamais pu dissiper. Comme l'avait promis Schumer, les responsables du renseignement n'ont pas tardé à prendre leur revanche.

Et pas qu'une revanche, mais aussi une action planifiée. L'affirmation selon laquelle la Russie avait piraté le vote de 2016 a permis aux agences fédérales de mettre en œuvre le nouveau mécanisme de censure public-privé sous prétexte d'assurer « l'intégrité des élections ». Ceux qui avaient exprimé des opinions vraies et protégées par la Constitution sur l'élection de 2016 (et plus tard sur des questions telles que le COVID-19 et le retrait des États-Unis d'Afghanistan) ont été qualifiés de non américains, de racistes, de conspirationnistes et de laquais de Vladimir Poutine ; ils ont été systématiquement éliminés de la place publique numérique pour empêcher que leurs idées ne répandent la désinformation. Selon une estimation extrêmement prudente basée sur les rapports publics, des dizaines de millions de cas de censure de ce type ont eu lieu depuis l'élection de Trump.

Et voici le point culminant de ce chapitre : Le 6 janvier 2017 - le jour même où le rapport de l'ICA de Brennan a apporté un soutien institutionnel à la fausse affirmation selon laquelle Poutine avait aidé Trump - Jeh Johnson, le secrétaire sortant du ministère de la Sécurité intérieure nommé par Obama, a annoncé qu'en réponse à l'ingérence électorale russe, il avait désigné les systèmes électoraux américains « infrastructures nationales stratégiques ». Cette mesure place les biens de 8 000 juridictions électorales du pays sous le contrôle du ministère de la sécurité intérieure. Un coup que Johnson tentait de réaliser depuis l'été 2016, mais qui, comme il l'a expliqué dans un discours ultérieur, avait été bloqué par des acteurs locaux qui lui avaient dit « que la gestion des élections dans ce pays était la responsabilité souveraine et exclusive des États, et qu'ils ne voulaient pas d'une intrusion fédérale, d'une prise de contrôle fédérale ou d'une réglementation fédérale de ce processus. » Johnson a donc trouvé une solution de contournement en faisant adopter unilatéralement la mesure dans les derniers jours de son mandat.



On comprend aujourd'hui pourquoi Johnson était si pressé : En l'espace de quelques années, toutes les affirmations utilisées pour justifier la saisie fédérale extraordinaire du système électoral du pays allaient s'effondrer. En juillet 2019, le rapport Mueller a conclu que Donald Trump n'était pas entré en collusion avec le gouvernement russe - le rapport de l'inspecteur général sur les origines de l'enquête Trump-Russie, publié plus tard dans l'année, est parvenu à la même conclusion. Enfin, le 9 janvier 2023, *le Washington Post* a discrètement publié dans son bulletin d'information sur la cybersécurité un addendum à l'étude du Center for Social Media and Politics<sup>35</sup> de l'Université de New York. Sa conclusion : « Les trolls russes sur Twitter ont eu peu d'influence sur les électeurs de 2016 ».

Mais à ce moment-là, cela n'avait plus d'importance. Au cours des deux dernières semaines de l'administration Obama, le nouvel appareil de contre-désinformation avait remporté l'une de ses victoires les plus importantes : le pouvoir de superviser directement les élections fédérales, ce qui aurait de profondes conséquences pour la lutte de 2020 entre Trump et Joe Biden.

## VI. Pourquoi la « guerre contre la terreur » de l'après 11 septembre n'a jamais pris fin

Clint Watts, qui a dirigé l'initiative Hamilton 68, et Michael Hayden, l'ancien général de l'armée de l'air, chef de la CIA et directeur de la NSA qui a défendu Watts, sont tous deux des vétérans de l'establishment antiterroriste américain. Hayden compte parmi les plus hauts responsables du renseignement que les États-Unis aient jamais produits et a été l'un des principaux architectes du système de surveillance de masse mis en place après le 11 septembre. En effet, un pourcentage stupéfiant des figures clés du complexe de contre-désinformation ont fait leurs armes dans les mondes de la lutte contre le terrorisme et de la guerre contre-insurrectionnelle.

Michael Lumpkin, qui a dirigé le GEC, l'agence du département d'État qui a servi de premier centre de commandement dans la guerre contre la désinformation, est un ancien Navy SEAL<sup>36</sup> expérimenté dans la lutte contre le terrorisme. Le GEC lui-même était issu du Centre de communication stratégique antiterroriste avant d'être réorienté vers la lutte contre la désinformation.

Twitter avait la possibilité d'arrêter le canular Hamilton 68 avant qu'il ne devienne incontrôlable, mais a choisi de ne pas le faire. Pourquoi ? La réponse se trouve dans les courriels envoyés par une responsable de Twitter, Emily Horne, qui déconseillait de dénoncer l'escroquerie. Twitter disposait d'une preuve irréfutable que l'Alliance for Securing Democracy<sup>37</sup>, le groupe de réflexion néolibéral à l'origine de l'initiative Hamilton 68, était coupable exactement de l'accusation qu'il portait contre d'autres : colporter de la désinformation pour attiser les divisions politiques nationales et saper la légitimité des institutions démocratiques. Mais cela doit être mis en balance avec d'autres facteurs, a suggéré Mme Horne, tels que la nécessité de rester dans les petits papiers d'une organisation puissante. « Nous devons être prudents dans la manière dont nous nous opposons publiquement à l'ASD », a-t-elle écrit en février 2018.

L'ASD a eu de la chance d'avoir quelqu'un comme Horne à l'intérieur de Twitter. Mais était-ce de la chance ? Mme Horne avait déjà travaillé au département d'État, où elle s'occupait du portefeuille « médias numériques et sensibilisation des groupes de réflexion ». Selon son profil [LinkedIn](#), elle « a travaillé en étroite collaboration avec des journalistes de politique étrangère couvrant [ISIS] [...] et a exécuté des plans de communication relatifs aux activités de la Coalition contre [ISIS] ». En d'autres termes, elle avait une expérience des opérations antiterroristes similaire à celle de M. Watts, mais plus

---

<sup>35</sup> Centre pour les médias sociaux et la politique

<sup>36</sup> principale force spéciale de la marine de guerre des États-Unis

<sup>37</sup> Alliance pour la sécurité de la démocratie

axée sur la communication avec la presse et les groupes de la société civile. De là, elle est devenue directrice des communications stratégiques pour le Conseil de sécurité nationale d'Obama, qu'elle n'a quitté que pour rejoindre Twitter en juin 2017. Si l'on met l'accent sur cette chronologie, voici ce qu'elle révèle : Horne a rejoint Twitter un mois avant le lancement de l'ASD, juste à temps pour plaider en faveur de la protection d'un groupe dirigé par le type de courtiers du pouvoir qui détenaient les clés de son avenir professionnel.

Ce n'est pas une coïncidence si la guerre contre la désinformation a commencé au moment même où la guerre mondiale contre le terrorisme (GWOT<sup>38</sup>) semblait enfin toucher à sa fin. Pendant deux décennies, la GWOT a concrétisé les avertissements du président Dwight Eisenhower concernant la montée en puissance d'un complexe militaro-industriel exerçant une « influence injustifiée ». Elle s'est transformée en une industrie intéressée, qui se justifie toute seule, emploie des milliers de personnes au sein et en dehors du gouvernement ; ces derniers ont opéré sans contrôle clair ni utilité stratégique.

L'establishment sécuritaire américain aurait peut-être pu déclarer la victoire et passer d'une position de guerre permanente à une position de temps de paix, mais comme me l'a expliqué un ancien responsable de la sécurité nationale à la Maison Blanche, c'était peu probable. « Si vous travaillez dans la lutte contre le terrorisme, il n'y a aucune raison de dire que vous êtes en train de gagner, de leur botter le cul, et que c'est une bande de perdants. Il s'agit avant tout d'exagérer la menace ». Il a décrit « d'énormes incitations à gonfler la menace » qui ont été intériorisées dans la culture de l'establishment de la défense américaine et qui sont « d'une nature telle qu'elles n'exigent pas que l'on soit particulièrement lâche ou intellectuellement malhonnête ».

« Cette énorme machinerie a été construite autour de la guerre contre le terrorisme », a déclaré le fonctionnaire. « Une infrastructure massive qui comprend le monde du renseignement, tous les éléments du ministère de la défense, y compris les commandements de combat, la CIA, le FBI et toutes les autres agences. Et puis il y a tous les contractants privés et la demande des groupes de réflexion. Des milliards et des milliards de dollars sont en jeu.

Le passage sans heurt de la guerre contre la terreur à celle contre la désinformation était donc, dans une large mesure, une simple question d'auto-préservation professionnelle. Mais cela ne suffisait pas à maintenir le système précédent ; pour survivre, il fallait continuellement élever le niveau de la menace.

Dans les mois qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001, George W. Bush a promis d'assécher les marais du radicalisme au Moyen-Orient. Ce n'est qu'en rendant la région sûre pour la démocratie, disait-il, que l'on pourrait s'assurer qu'elle cesse de produire des djihadistes violents comme Oussama ben Laden.

Aujourd'hui, pour assurer la sécurité de l'Amérique, il ne suffit plus d'envahir le Moyen-Orient et d'apporter la démocratie à ses habitants. Selon la Maison Blanche de Biden et l'armée d'experts en désinformation, la menace vient désormais de l'intérieur. D'un réseau d'extrémistes de droite, de fanatiques de QAnon et de nationalistes blancs soutenus par une population bien plus importante de quelque 70 millions d'électeurs de Trump dont les sympathies politiques constituent une cinquième colonne à l'intérieur des États-Unis. Mais comment ces personnes se sont-elles radicalisées pour accepter le djihad blanc amer et destructeur de l'idéologie trumpiste ? Par l'internet, bien sûr, où les entreprises technologiques, en refusant d'en « faire plus » pour combattre le fléau des discours de haine et des « fake news », ont permis à la désinformation toxique d'empoisonner l'esprit des utilisateurs.

---

<sup>38</sup> *Global War on Terror*

Après le 11 septembre, on a utilisé la menace terroriste pour justifier des mesures telles que le Patriot Act<sup>39</sup>, qui a suspendu les droits constitutionnels et placé des millions d'Américains sous surveillance de masse. Ces politiques autrefois controversées ont fini par être acceptées comme des prérogatives naturelles du pouvoir de l'État. Comme l'a fait remarquer le journaliste Glenn Greenwald, la directive de George W. Bush « avec nous ou avec les terroristes » a suscité une certaine indignation à l'époque, mais c'est aujourd'hui la mentalité dominante au sein du libéralisme américain et du parti démocrate au sens large ».

La guerre contre le terrorisme a été un échec cuisant, elle s'est soldée par le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan. Elle est également devenue très impopulaire auprès de l'opinion publique. Pourquoi, alors, les Américains choisiraient-ils de confier aux dirigeants et aux experts de cette guerre le soin de mener une guerre encore plus vaste contre la désinformation ? On peut se risquer à une supposition : les Américains ne les ont pas choisis. Les Américains ne sont plus censés avoir le droit de choisir leurs propres dirigeants ou de remettre en question les décisions prises au nom de la sécurité nationale. Quiconque dit le contraire peut être qualifié d'extrémiste au niveau national.

## VII. La montée des « extrémistes nationaux »

Quelques semaines après l'émeute des partisans de Trump au Capitole le 6 janvier 2021, l'ancien directeur du centre antiterroriste de la CIA, Robert Grenier, a écrit un article pour le *New York Times* dans lequel il préconise que les États-Unis mènent un « programme global de contre-insurrection » contre leurs propres citoyens.

La contre-insurrection, comme le sait Grenier, n'est pas une opération chirurgicale limitée, mais un vaste effort mené sur l'ensemble d'une société et qui implique inévitablement des destructions collatérales. Il ne suffirait pas de cibler les extrémistes les plus violents qui ont attaqué les forces de l'ordre au Capitole pour vaincre l'insurrection. La victoire nécessiterait de gagner les cœurs et les esprits des autochtones - dans ce cas, les chrétiens sans avenir et les populistes ruraux radicalisés par leurs griefs pour embrasser le culte du MAGA<sup>40</sup>, semblable à celui de Ben Laden. Heureusement pour le gouvernement, il existe un cadre d'experts disponibles pour traiter ce problème difficile : des personnes comme Grenier, qui travaille aujourd'hui comme consultant dans le secteur privé de la lutte contre le terrorisme, depuis qu'il a quitté la CIA.

Bien sûr, l'Amérique compte des extrémistes violents, il y en a toujours eu. Toutefois, le problème est moins grave aujourd'hui que dans les années 1960 et 1970, lorsque la violence politique était plus fréquente. Les affirmations exagérées concernant une nouvelle forme d'extrémisme national si dangereux que les lois existantes ne peuvent le traiter, y compris celles sur le terrorisme domestique, sont le produit de la guerre de l'information que mène les États-Unis, guerre qui a effacé la différence entre le discours et l'action.

« Les guerres civiles ne commencent pas avec des coups de feu. Elles commencent par des mots », a proclamé Clint Watts en 2017 lorsqu'il a témoigné devant le Congrès. « La guerre de l'Amérique contre elle-même a déjà commencé. Nous devons tous agir maintenant sur le champ de bataille des médias sociaux pour réprimer les rébellions de l'information qui peuvent rapidement déboucher sur des confrontations violentes ». Watts est un vétéran de l'armée et du gouvernement qui semble partager la

---

<sup>39</sup> *Loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme*

<sup>40</sup> *Make America Great Again* (littéralement « Rendre l'Amérique à nouveau grande », soit : « Rendre sa grandeur à l'Amérique »), parfois abrégé MAGA, slogan de campagne utilisé par des hommes politiques américains, le premier étant Ronald Reagan, lors de l'élection présidentielle

conviction, commune à ses collègues, qu'une fois que l'internet est entré dans sa phase populiste et a menacé des hiérarchies bien établies, il est devenu un grave danger pour la civilisation. Mais il s'agit là d'une réponse craintive, fondée sur des croyances largement, et sans doute sincèrement, partagées au sein du Beltway<sup>41</sup>, qui a pris pour un acte de guerre une réaction populiste tout aussi sincère, qualifiée de « révolte du public » par l'ancien analyste de la CIA Martin Gurri. La norme que Watts et d'autres ont introduite, rapidement devenue le consensus de l'élite, traite les tweets et les mèmes - les principales armes de désinformation - comme des actes de guerre.

L'utilisation de la catégorie floue de la désinformation a permis aux experts en sécurité de faire l'amalgame entre les mèmes racistes, les fusillades de Pittsburgh et de Buffalo et les manifestations violentes comme celle qui s'est déroulée au Capitole. Il s'agissait d'une rubrique permettant de catastrophiser les discours et de maintenir un état permanent de peur et d'urgence. Et elle a reçu le soutien total du Pentagone, de la communauté du renseignement et du président Biden, qui tous, note Glenn Greenwald, ont déclaré que « la menace la plus grave pour la sécurité nationale américaine » n'est pas la Russie, ISIS, la Chine, l'Iran ou la Corée du Nord, mais « les extrémistes nationaux en général - et les groupes suprémacistes blancs d'extrême-droite en particulier ».

L'administration Biden n'a cessé d'élargir les programmes de lutte contre le terrorisme intérieur et l'extrémisme. En février 2021, les responsables du DHS<sup>42</sup> ont annoncé qu'ils avaient reçu des fonds supplémentaires pour renforcer les efforts déployés à l'échelle du département pour « prévenir le terrorisme intérieur », y compris une initiative visant à contrer la propagation de la désinformation en ligne, qui utilise une approche apparemment empruntée au manuel soviétique, appelée « inoculation attitudinale<sup>43</sup> ».

---

<sup>41</sup> *littér. autoroute périphérique (périphérique) qui entoure Washington, D.C. (la capitale des États-Unis) ; certains américains emploient désormais le mot pour désigner les initiés du gouvernement fédéral.*

<sup>42</sup> *department of homeland security/département de la sécurité intérieure*

<sup>43</sup> *Méthode de persuasion consistant à exposer des individus à des argumentations de faible intensité contraires à leurs attitudes en vue de préparer ces individus à des réfutations ultérieures de plus forte intensité.*



ADAM MAIDA

## VIII. L'ONG Borg

En novembre 2018, le Shorenstein Center on Media Politics and Public Policy<sup>44</sup> de la Harvard Kennedy School a publié une étude intitulée « The Fight Against Disinformation in the U.S. : A Landscape Analysis<sup>45</sup> ». Le champ d'application du document est vaste, mais ses auteurs se concentrent particulièrement sur le rôle central des organisations à but non lucratif financées par la philanthropie et sur leur relation avec les médias. Le Centre Shorenstein est un nœud clé du complexe décrit par le document, ce qui confère aux observations des auteurs une perspective d'initié.

« Dans cette analyse du paysage, on constate qu'un certain nombre de défenseurs clés qui interviennent pour sauver le journalisme ne sont pas des entreprises, des plateformes ou le gouvernement américain, mais plutôt des fondations et des philanthropes qui craignent de perdre la presse libre et la base d'une société saine. ... Aucun des acteurs faisant autorité - le gouvernement et les plateformes qui diffusent le contenu - n'étant intervenu assez rapidement pour résoudre le problème, il incombe désormais aux salles de rédaction, aux universités et aux fondations de signaler ce qui est authentique et ce qui ne l'est pas. »

Pour sauver le journalisme, ainsi que la démocratie, les Américains doivent compter sur les fondations et les philanthropes - des gens comme Pierre Omidyar, fondateur d'eBay, George Soros, de l'Open Society Foundations, et Reid Hoffman, entrepreneur de l'internet et collecteur de fonds pour le parti démocrate. En d'autres termes, les Américains étaient invités à compter sur des milliardaires privés qui injectaient des milliards de dollars dans des organisations civiques, par l'intermédiaire desquelles ils influenceraient le processus politique américain.

---

<sup>44</sup> Centre Shorenstein sur la politique des médias et la politique publique

<sup>45</sup> Lutte contre la désinformation aux États-Unis : une analyse du paysage

Il n'y a aucune raison de mettre en doute les motivations des employés de ces ONG, dont la plupart étaient sans doute parfaitement sincères dans la conviction que leur travail rétablissait les « fondements d'une société saine ». Mais la nature de ce travail mérite certaines observations. Tout d'abord, ce mandat les plaçait au-dessous des philanthropes milliardaires, mais au-dessus de centaines de millions d'Américains qu'ils devaient guider et instruire comme une nouvelle intelligentsia de l'information en séparant la vérité du mensonge, le bon grain de l'ivraie. Deuxièmement, ce mandat, et l'énorme financement qui l'accompagne, a ouvert des milliers de nouveaux emplois de régulateurs de l'information à un moment où le journalisme traditionnel était en train de s'effondrer. Troisièmement, les deux premiers points ont placé l'intérêt personnel immédiat des employés des ONG en parfaite adéquation avec les impératifs du parti au pouvoir et de l'État sécuritaire américains. En effet, un concept issu du monde de l'espionnage et de la guerre - la désinformation - a été introduit dans les milieux universitaires et associatifs, où il s'est transformé en pseudo-science utilisée comme instrument de guerre partisane.

Pratiquement du jour au lendemain, la mobilisation nationale de « l'ensemble de la société » pour vaincre la désinformation, initiée par Obama, a conduit à la création et à l'accréditation d'une toute nouvelle classe d'experts et de régulateurs.

L'industrie moderne de la « vérification des faits<sup>46</sup> », par exemple, qui se fait passer pour un domaine scientifique bien établi, est en réalité un cadre ouvertement partisan d'agents de conformité pour le Parti démocrate. Son organisation principale, l'International Fact-Checking Network<sup>47</sup>, a été créée en 2015 par l'Institut Poynter, une plaque tournante du complexe de la contre-désinformation.

Aujourd'hui, partout où l'on regarde, il y a un expert en désinformation. On les trouve dans tous les grands médias, toutes les branches du gouvernement, les départements universitaires, les émissions d'information par câble et, bien sûr, les ONG. La mobilisation en faveur de la contre-désinformation génère suffisamment d'argent pour financer de nouvelles organisations et convaincre celles qui sont déjà établies, comme l'Anti-Defamation League<sup>48</sup>, de répéter les nouveaux slogans et de participer à l'action.

Comment se fait-il que tant de personnes puissent soudainement devenir des experts dans un domaine - la « désinformation » - qu'aucune sur 10 000 n'aurait pu définir en 2014 ? Parce que l'expertise en désinformation implique une orientation idéologique, et non des connaissances techniques. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder le parcours du prince Harry et de Meghan Markle, qui sont passés du statut d'animateurs de podcasts ratés à celui de membres de la Commission sur le désordre de l'information de l'Institut Aspen<sup>49</sup>. De telles initiatives ont fleuri dans les années qui ont suivi Trump et le Brexit.

Mais cela est allé au-delà des célébrités. Selon l'ancien fonctionnaire du département d'État Mike Benz, « pour créer un consensus « de l'ensemble de la société » sur la censure des opinions politiques en ligne qui « jetaient le doute » avant l'élection de 2020, le DHS a organisé des conférences sur la « désinformation » pour réunir des entreprises technologiques, des groupes de la société civile et des médias d'information afin que tous parviennent sous l'impulsion du DHS à un consensus sur l'élargissement des politiques de censure sur les médias sociaux », (ce qui est lourd de sens : de nombreux partenaires reçoivent des fonds gouvernementaux par le biais de subventions ou de contrats, ou craignent les menaces réglementaires ou de représailles du gouvernement).

---

<sup>46</sup> ou fact-checking

<sup>47</sup> Réseau international de vérification des faits

<sup>48</sup> Ligue anti-diffamation

<sup>49</sup> Organisation internationale à but non lucratif dont l'objectif est la réalisation d'une "société libre, juste et équitable". Largement financée par des fondations (Rockefeller Brothers Fund, Gates Foundation, etc.)

Un mémo du DHS, rendu public pour la première fois par le journaliste Lee Fang, relate le commentaire d'un fonctionnaire du DHS, lors d'une discussion stratégique interne, selon lequel l'agence devrait utiliser des organisations à but non lucratif tierces comme « centre d'échange d'informations pour éviter de donner l'impression qu'il s'agit de propagande gouvernementale ».

Il n'est pas inhabituel qu'une agence gouvernementale veuille travailler avec des entreprises privées et des groupes de la société civile, mais dans ce cas précis, le résultat a été de briser l'indépendance des organisations qui auraient dû enquêter de manière critique sur les efforts du gouvernement. Les institutions qui prétendent jouer le rôle de chiens de garde du pouvoir gouvernemental ont été louées comme véhicules de fabrication du consensus.

Ce n'est peut-être pas une coïncidence si les domaines qui ont le plus applaudi la guerre contre la désinformation et appelé à une plus grande censure - lutte contre le terrorisme, journalisme, épidémiologie - partagent un bilan public d'échecs spectaculaires au cours des dernières années. Les nouveaux régulateurs de l'information n'ont pas réussi à convaincre les sceptiques de se vacciner, ni les partisans de MAGA que l'élection de 2020 était légitime, ni à empêcher le public de s'interroger sur les origines de la pandémie de COVID-19, comme ils ont désespérément essayé de le faire.

Mais ils ont réussi à galvaniser un effort extrêmement lucratif de l'ensemble de la société, offrant des milliers de nouvelles carrières et un nouveau mandat du ciel<sup>50</sup> aux institutionnalistes qui voyaient dans le populisme la fin de la civilisation.

## IX. COVID-19

En 2020, la machine de contre-désinformation est devenue l'une des forces les plus puissantes de la société américaine. C'est alors que la pandémie COVID-19 a injecté du kérosène dans son moteur. Outre la lutte contre les menaces étrangères et la dissuasion des extrémistes nationaux, la censure de la « désinformation mortelle » est devenue une nécessité urgente. Pour ne prendre qu'un exemple, la censure de Google, qui s'appliquait aux sites de ses filiales comme YouTube, prévoyait de « supprimer les informations problématiques » et « tout ce qui irait à l'encontre des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé » - une catégorie qui, selon différents moments du récit en constante évolution, aurait inclus le port du masque, la mise en place d'interdictions de voyager, l'affirmation que le virus est hautement contagieux et l'idée qu'il pourrait provenir d'un laboratoire.

Le président Biden a publiquement accusé les entreprises de médias sociaux de « tuer des gens » en ne censurant pas suffisamment la désinformation sur les vaccins. Grâce à ses nouveaux pouvoirs et à des canaux directs au sein même des entreprises technologiques, la Maison Blanche a commencé à envoyer des listes de personnes qu'elle souhaitait voir bannies, comme le journaliste Alex Berenson. Ce dernier a été expulsé de Twitter après avoir tweeté que les vaccins à ARNm n'arrêtaient ni l'infection, ni la transmission. » Il s'est avéré que cette affirmation était vraie. Les autorités sanitaires de l'époque étaient mal informées ou mentaient sur la capacité des vaccins à empêcher la propagation du virus. En fait, malgré les affirmations des autorités sanitaires et des responsables politiques, les personnes en charge du vaccin le savaient depuis le début. Dans le compte rendu d'une réunion tenue en décembre 2020, le Dr Patrick Moore, conseiller de la Food and Drug Administration, a déclaré : « Dans ses données d'aujourd'hui, Pfizer n'a présenté aucune preuve que le vaccin a un effet quelconque sur le portage ou l'excrétion du virus, qui est la base fondamentale de l'immunité collective ».

---

<sup>50</sup> *concept chinois apparu sous la dynastie Zhou qui a permis d'affirmer la légitimité du pouvoir des Empereurs de Chine*

Dystopique dans son principe, la réponse à la pandémie a également été totalitaire dans la pratique. Aux États-Unis, le DHS a produit en 2021 une vidéo qui encourage « les enfants à dénoncer les membres de leur propre famille à Facebook pour ‘désinformation’ s’ils contestent les récits du gouvernement américain sur le Covid-19 ».

En raison de la pandémie et de la désinformation concernant les élections, un nombre croissant de ce que les experts en extrémisme appellent « individus vulnérables » pourraient être radicalisés », a averti Elizabeth Neumann, ancienne secrétaire adjointe à la sécurité intérieure chargée de la lutte contre le terrorisme et de la réduction des menaces, à l’occasion du premier anniversaire des émeutes du Capitole.

Klaus Schwab, directeur du Forum économique mondial et *capo di tutti capi*<sup>51</sup> de la classe des experts mondiaux, a vu dans la pandémie l’occasion de mettre en œuvre une « grande remise à zéro<sup>52</sup> » qui pourrait faire avancer la cause du contrôle de l’information à l’échelle planétaire : « L’endigement de la pandémie de coronavirus nécessitera un réseau de surveillance mondial capable d’identifier les nouveaux foyers dès qu’ils apparaissent ».

## **X. Les ordinateurs portables du chasseur : L’exception à la règle**

Les ordinateurs portables sont réels. Le FBI le savait depuis 2019, date à laquelle il en avait pris possession pour la première fois. Lorsque le *New York Post* a tenté d’en faire état, des dizaines de hauts responsables de la sécurité nationale aux États-Unis ont menti au public, affirmant que les ordinateurs portables faisaient probablement partie d’un complot de « désinformation » russe. Twitter, Facebook et Google, fonctionnant comme des branches entièrement intégrées de l’infrastructure de sécurité de l’État, ont exécuté les ordres de censure du gouvernement basés sur ce mensonge. La presse a avalé le mensonge et a applaudi la censure.

L’histoire des ordinateurs portables a été présentée sous de nombreux aspects, mais la vérité la plus fondamentale est qu’il s’agit de l’aboutissement des efforts déployés depuis des années pour créer une bureaucratie réglementaire de l’ombre spécialement conçue pour empêcher que la victoire de Trump de 2016 ne se reproduise.

Il est peut-être impossible de savoir exactement quel effet l’interdiction de publier des informations sur les ordinateurs portables de Hunter Biden a eu sur le vote de 2020, mais l’histoire a clairement été considérée comme une menace suffisante pour justifier une attaque ouvertement autoritaire contre l’indépendance de la presse. Les dommages causés au tissu social sous-jacent du pays, dans lequel la paranoïa et la conspiration ont été normalisées, sont incalculables. Pas plus tard qu’en février, la représentante Alexandria Ocasio-Cortez a qualifié le scandale d’« histoire à moitié fausse de l’ordinateur portable » et d’« embarras », des mois après que même les Biden ont été contraints de reconnaître que l’histoire était authentique.

Si l’ordinateur portable est le cas le plus connu d’intervention du parti au pouvoir lors de la course Trump-Biden, son effronterie est une exception. La grande majorité des ingérences dans l’élection étaient invisibles du public et ont eu lieu par le biais de mécanismes de censure mis en œuvre sous les auspices de l’« intégrité électorale ». Le cadre juridique avait été mis en place peu après l’entrée en fonction de Trump, lorsque le chef sortant du DHS, Jeh Johnson, avait adopté une règle de dernière minute - malgré les objections véhémentes des parties prenantes locales - déclarant que les systèmes

---

<sup>51</sup> *chef de tous les chefs*

<sup>52</sup> « *Great Reset* »



électoraux étaient des infrastructures nationales critiques, les plaçant ainsi sous la supervision de l'agence. De nombreux observateurs s'attendaient à ce que la loi soit abrogée par le successeur de Johnson, John Kelly, nommé par Trump, mais curieusement, ce ne fut pas le cas.

En 2018, le Congrès a créé une nouvelle agence au sein du DHS, l'Agence pour la cybersécurité et la sécurité des infrastructures (CISA), chargée de défendre les infrastructures américaines - y compris désormais ses systèmes électoraux - contre les attaques étrangères. En 2019, le DHS a ajouté une autre agence, la Foreign Influence and Interference Branch<sup>53</sup>, chargée de lutter contre la désinformation étrangère. Comme s'il s'agissait d'une volonté délibérée, les deux fonctions ont fusionné. Le piratage russe et d'autres attaques malignes par des informations étrangères menaceraient les élections américaines. Mais, bien entendu, aucun des responsables de ces services n'était en mesure de dire avec certitude si telle ou telle affirmation relevait de la désinformation étrangère, si elle était tout simplement erronée ou si elle dérangeait. Nina Jankowicz, choisie pour diriger l'éphémère Conseil de gouvernance de la désinformation du DHS, a déploré ce problème dans son livre *How to Lose the Information War: Russia, Fake News and the Future of Conflict*<sup>54</sup>. « Ce qui rend cette guerre de l'information si difficile à gagner, écrit-elle, ce ne sont pas seulement les outils en ligne qui amplifient et ciblent ses messages ou l'adversaire qui les envoie ; c'est le fait que ces messages sont souvent délivrés à leur insu non pas par des trolls ou des robots, mais par des voix locales authentiques.

La latitude inhérente au concept de désinformation a permis d'affirmer que la prévention du sabotage électoral nécessitait la censure des opinions politiques des Américains, de peur qu'une idée qui avait été initialement implantée par des agents étrangers ne soit partagée en public.

En janvier 2021, la CISA a « transféré son groupe de travail sur la lutte contre l'influence étrangère afin de promouvoir une plus grande flexibilité pour se concentrer sur la MDM générale [ndlr : un acronyme pour *la désinformation, la désinformation et la mésinformation*<sup>55</sup>] », selon un rapport d'août 2022 du bureau de l'inspecteur général du ministère de la sécurité intérieure (DHS). Après la disparition du prétexte de lutte contre une menace étrangère, il ne restait plus que la mission principale qui consiste à imposer le monopole de la narration sur la vérité.

Le nouveau groupe de travail axé sur l'intérieur du pays comptait 15 employés chargés de trouver « tous les types de désinformation » - mais plus particulièrement ceux liés aux « élections et aux infrastructures critiques » - et d'être « réactifs aux événements actuels », un euphémisme pour promouvoir la ligne officielle sur les questions qui divisent, comme cela a été fait avec la « Boîte à outils COVID-19 sur la désinformation » publiée pour « sensibiliser à la pandémie ».

Gardé secret pour le public, le basculement a été « orchestré sur les diffusions en direct et les documents internes du DHS », selon Mike Benz. La justification collective des initiés du DHS, sans rien dire des implications révolutionnaires de l'échange, était que la « désinformation domestique » représentait désormais une plus grande « cybermenace pour les élections » que les faussetés provenant de l'ingérence étrangère.

C'est ainsi que, sans annonce publique ni formation d'hélicoptères noirs pour annoncer le changement, l'Amérique s'est dotée de son propre ministère de la vérité.

---

<sup>53</sup> Direction générale de l'influence et de l'interférence étrangères

<sup>54</sup> Comment perdre la guerre de l'information : la Russie, les fausses nouvelles et l'avenir des conflits

<sup>55</sup> en anglais *misinformation, disinformation, and malinformation*

Ensemble, ils ont mis en place une machine de censure à échelle industrielle dans laquelle le gouvernement et les ONG envoyaient aux entreprises technologiques des messages qui signalaient les contenus répréhensibles qu'ils souhaitaient voir supprimés. Cette structure a permis au DHS de soustraire son travail à l'Election Integrity Project<sup>56</sup> (EIP), un consortium de quatre groupes : l'Observatoire de l'Internet de Stanford, la société privée de lutte contre la désinformation Graphika (qui avait déjà été employée par le ministère de la Défense contre des groupes comme ISIS dans le cadre de la guerre contre le terrorisme), le Center for an Informed Public<sup>57</sup> de l'Université de Washington et le Digital Forensics Research Lab<sup>58</sup> du Conseil de l'Atlantique. Fondé en 2020 en partenariat avec le DHS, l'EIP a servi de « signaleur de désinformation domestique délégué par le gouvernement », selon le témoignage au Congrès du journaliste Michael Shellenberger, qui note que l'EIP affirme avoir classé plus de 20 millions d'« incidents de désinformation » différents entre le 15 août et le 12 décembre 2020. Comme l'a expliqué Alex Stamos, directeur de l'EIP, il s'agit d'une solution de contournement au problème du manque de financement et d'autorisations légales du gouvernement.

En examinant les chiffres de la censure que les propres partenaires du DHS ont rapportés dans leurs audits internes du cycle électoral de 2020, la Fondation pour la liberté en ligne a résumé l'ampleur de la campagne de censure en sept points :

- 22 millions de tweets étiquetés « désinformation » sur Twitter ;
- 859 millions de tweets collectés dans des bases de données pour l'analyse de la « désinformation » ;
- 120 analystes qui surveillent la « désinformation » dans les médias sociaux en se relayant jusqu'à 20 heures par jour ;
- 15 plateformes technologiques surveillées pour la « désinformation », souvent en temps réel ;
- < 1 heure de temps de réponse moyen entre les partenaires gouvernementaux et les plateformes technologiques ;
- Des douzaines de « récits de désinformation » ciblés pour un blocage à l'échelle de la plateforme ; et
- Des centaines de millions de posts Facebook, de vidéos YouTube, de TikToks et de tweets impactés en raison des modifications apportées aux conditions d'utilisation en matière de « désinformation », un effort que les partenaires du DHS ont ouvertement préparé et dont ils se sont vantés, chose que les entreprises technologiques n'auraient jamais fait sans l'insistance des partenaires du DHS et « l'énorme pression réglementaire » exercée par le gouvernement.

## **XI. Le nouvel État à parti unique**

En février 2021, un long article de la journaliste Molly Ball dans le magazine *Time* célébrait la « campagne de l'ombre qui a sauvé les élections de 2020 ». La victoire de Joe Biden, écrit-elle, est le résultat d'une « conspiration qui s'est déroulée en coulisses » et qui a rassemblé « une vaste campagne trans-partisane pour protéger l'élection » par un « extraordinaire effort de l'ombre ». Parmi les nombreuses réalisations des conspirateurs héroïques, Ball note qu'ils ont « réussi à faire pression sur les entreprises de médias sociaux pour qu'elles adoptent une ligne plus dure contre la désinformation et qu'elles utilisent des stratégies basées sur les données pour lutter contre les diffamations virales ». Il s'agit d'un article incroyable, une entrée du registre des crimes qui se serait glissée d'une manière ou d'une

---

<sup>56</sup> *Projet d'intégrité électorale*

<sup>57</sup> *Centre pour un public informé*

<sup>58</sup> *Laboratoire de recherche en informatique légale*

autre dans les pages de la société, un hymne aux sauveurs de la démocratie qui décrit en détail la manière dont ils l'ont démembrée.

Il n'y a pas si longtemps, il suffisait de parler d'un « État profond » pour être considéré comme un dangereux conspirationniste à surveiller et à censurer. Mais le langage et les attitudes évoluent, et aujourd'hui, les partisans de l'État profond se sont réapproprié l'expression avec insolence. Par exemple, un nouveau livre, *American Resistance*, de l'analyste néolibéral de la sécurité nationale David Rothkopf, est sous-titré *The Inside Story of How the Deep State Saved the Nation*<sup>59</sup>.

L'État profond désigne le pouvoir exercé par des fonctionnaires non élus et leurs auxiliaires paragouvernementaux qui ont le pouvoir administratif d'outrepasser les procédures officielles et légales d'un gouvernement. Mais une classe dirigeante décrit un groupe social dont les membres sont liés par quelque chose de plus profond qu'une position institutionnelle : leurs valeurs et instincts communs. Bien que le terme soit souvent utilisé de manière vague et parfois comme une étiquette péjorative plutôt que descriptive, on peut en fait définir la classe dirigeante américaine de manière simple et directe.

Deux critères définissent l'appartenance à la classe dirigeante. Tout d'abord, comme l'a écrit Michael Lind, elle se compose de gens qui appartiennent à une « oligarchie nationale homogène, avec le même accent, les mêmes manières, les mêmes valeurs et le même niveau d'éducation, de Boston à Austin et de San Francisco à New York et à Atlanta ». L'Amérique a toujours eu des élites régionales ; ce qui est unique à l'heure actuelle, c'est la consolidation d'une classe dirigeante nationale unique.

Deuxièmement, être membre de la classe dirigeante, c'est croire que seuls les autres membres de cette classe peuvent être autorisés à diriger le pays. En d'autres termes, les membres de la classe dirigeante refusent de se soumettre à l'autorité de toute personne extérieure au groupe, qu'ils disqualifient en la considérant d'une manière ou d'une autre comme illégitime.

Face à une menace extérieure sous la forme du trumpisme, la cohésion naturelle et la dynamique d'auto-organisation de la classe sociale ont été renforcées par de nouvelles structures de coordination descendantes qui étaient l'objectif et le résultat de la mobilisation nationale d'Obama. Dans la période précédant l'élection de 2020, selon le rapport de Lee Fang et Ken Klippenstein pour The Intercept, « les entreprises technologiques, y compris Twitter, Facebook, Reddit, Discord, Wikipedia, Microsoft, LinkedIn et Verizon Media, se sont réunies tous les mois avec le FBI, la CISA et d'autres représentants du gouvernement [...] pour discuter de la manière dont les entreprises allaient gérer la désinformation pendant l'élection. »

L'historien Angelo Codevilla, qui a popularisé le concept de « classe dirigeante » américaine dans un essai de 2010 et en est ensuite devenu le principal chroniqueur, a vu dans la nouvelle aristocratie nationale une émanation du pouvoir opaque acquis par les agences de sécurité américaines. « La classe dirigeante bipartisane qui s'est développée pendant la guerre froide, qui s'est imaginée habilitée grâce à son expertise à mener les affaires de guerre et de paix de l'Amérique et qui a réussi à être considérée comme telle, a protégé son statut contre un public dont elle a continué à s'écarter en traduisant les affaires de guerre et de paix, qui relèvent du bon sens, en un langage privé, pseudo-technique et impénétrable aux non-initiés », écrit-il dans son livre de 2014, *To Make and Keep Peace Among Ourselves and with All Nations*<sup>60</sup>.

---

<sup>59</sup> *L'histoire des coulisses de la façon dont l'État profond a sauvé la nation*

<sup>60</sup> *Pour faire et maintenir la paix entre nous et avec toutes les nations*

Que croient les membres de la classe dirigeante ? Ils croient, selon moi, « aux solutions informationnelles et de management des problèmes existentiels » et à leur « destin providentiel et à celui de gens tels qu'eux de régner, quels que soient leurs échecs ». En tant que classe, leur principe suprême est qu'ils sont les seuls à pouvoir exercer le pouvoir. Si un autre groupe gouvernait, tout progrès et tout espoir seraient perdus, et les forces obscures du fascisme et de la barbarie s'abattraient immédiatement sur Terre. Si, techniquement, un parti d'opposition est toujours autorisé à exister aux États-Unis, la dernière fois qu'il a tenté de gouverner au niveau national, il a subi un coup d'État qui a duré des années. En effet, toute contestation de l'autorité du parti au pouvoir, qui représente les intérêts de la classe dirigeante, est décrite comme une menace existentielle pour la civilisation.

Le célèbre athée Sam Harris a récemment formulé cette vision des choses de manière admirablement directe. Tout au long des années 2010, son rationalisme de haut niveau a fait de lui une star sur YouTube, où des milliers de vidéos le montraient en train de « posséder » et de « pssder<sup>61</sup> » des adversaires religieux dans des débats. Puis Trump est arrivé. Harris, comme tant d'autres qui voyaient dans l'ancien président une menace pour tout ce qui était bon dans le monde, a abandonné son engagement de principe pour la vérité pour devenir un défenseur de la propagande.

Dans un podcast diffusé l'an dernier, M. Harris a reconnu que la censure des informations relatives aux ordinateurs portables de Hunter Biden était motivée par des considérations politiques et a admis l'existence d'une « conspiration de gauche visant à empêcher Donald Trump d'accéder à la présidence ». Mais, se faisant l'écho de Ball, il a déclaré qu'il s'agissait d'une bonne chose.

« Je me fiche de ce que contient l'ordinateur portable de Hunter Biden. ... Hunter Biden aurait pu cacher des cadavres d'enfants dans sa cave, je m'en serais moqué », a déclaré M. Harris à ses interlocuteurs. Il pouvait ignorer les enfants assassinés car un danger encore plus grand se cachait dans la possibilité d'une réélection de Trump, comparée par M. Harris à « un astéroïde fonçant vers la Terre ».

Si un astéroïde fonçait vers la Terre, même les rationalistes les plus respectueux des principes pourraient finir par préférer la sécurité à la vérité. Mais un astéroïde tombe sur la Terre chaque semaine depuis des années. En l'occurrence, la classe dirigeante justifie les libertés prises avec la loi sous le prétexte de sauver la planète, mais finit par violer la Constitution pour cacher la vérité et se protéger.

## **XII. La fin de la censure**

Ce que le public a pu entrevoir des premières étapes de la transformation de l'Amérique démocratique qui est passée au Léviathan numérique vient de procès et de FOIA - d'informations qui ont dû être arrachées à l'État de sécurité - et d'un coup de chance. Si Elon Musk n'avait pas décidé d'acheter Twitter, de nombreux détails cruciaux de l'histoire de la politique américaine à l'ère Trump seraient restés secrets, peut-être pour toujours.

Mais le système reflété par ces révélations pourrait bien être en voie de disparition. Il est déjà possible de voir comment le type de censure de masse que pratique l'EIP<sup>62</sup>, qui nécessite un travail humain considérable et laisse derrière lui de nombreuses preuves, pourrait être remplacé par des programmes d'intelligence artificielle qui utilisent les informations sur les cibles accumulées dans les dossiers de surveillance comportementale pour gérer leurs perceptions. L'objectif ultime serait de recalibrer les expériences en ligne des internautes en manipulant subtilement ce qu'ils voient dans leurs résultats de

---

<sup>61</sup> Action de dominer un adversaire. Vient de la déformation du mot posséder mal tapé au clavier, « pwn » au lieu de « own »

<sup>62</sup> Projet d'intégrité électorale

recherche et sur leur fil d'actualité. L'objectif d'un tel scénario pourrait être d'empêcher la production de contenus susceptibles d'être censurés.

En fait, cela ressemble beaucoup à ce que Google fait déjà en Allemagne, où l'entreprise a récemment dévoilé une nouvelle campagne visant à étendre son initiative de « prebunking<sup>63</sup> » « qui vise à rendre les gens plus résistants aux effets corrosifs de la désinformation en ligne », selon l'Associated Press. L'annonce a suivi de près l'apparition du fondateur de Microsoft, Bill Gates, dans un podcast allemand, où il a appelé à utiliser l'intelligence artificielle pour lutter contre les « théories du complot » et la « polarisation politique ». Meta dispose de son propre programme de prebunking. Dans une déclaration au site web Just The News, Mike Benz a qualifié le prebunking de « forme de censure narrative intégrée aux algorithmes des médias sociaux pour empêcher les citoyens de former certains systèmes de croyances sociales et politiques » et l'a comparé au « pré-crime » présenté dans le film de science-fiction dystopique *Minority Report*.

Pendant ce temps, l'armée développe une technologie d'IA militarisée pour dominer l'espace de l'information. Selon USASpending.gov, un site web officiel du gouvernement, les deux plus gros contrats liés à la désinformation ont été passés par le ministère de la défense pour financer des technologies de détection automatique et de défense contre les attaques de désinformation à grande échelle. Le premier, d'un montant de 11,9 millions de dollars, a été attribué en juin 2020 à PAR Government Systems Corporation, un entrepreneur de la défense du nord de l'État de New York. Le second, émis en juillet 2020 pour un montant de 10,9 millions de dollars, a été attribué à la société SRI International<sup>64</sup>.

SRI International était à l'origine liée à l'université de Stanford avant de s'en séparer dans les années 1970, un détail pertinent si l'on considère que le Stanford Internet Observatory<sup>65</sup>, une institution toujours directement liée à l'école, a dirigé l'EIP de 2020, qui pourrait bien avoir été l'événement de censure de masse le plus important de l'histoire du monde - sorte de point d'orgue à l'histoire de la censure avant l'IA.

Il y a aussi les travaux en cours à la National Science Foundation, une agence gouvernementale qui finance la recherche dans les universités et les institutions privées. La NSF possède son propre programme appelé Convergence Accelerator Track F<sup>66</sup>, qui contribue à l'incubation d'une douzaine de technologies automatisées de détection de la désinformation, explicitement conçues pour surveiller des questions telles que « l'hésitation vaccinale et le scepticisme électoral ».

« Selon M. Benz, « l'un des aspects les plus troublants » du programme est sa ressemblance avec les outils militaires de censure et de surveillance des réseaux sociaux mis au point par le Pentagone pour les contextes de contre-insurrection et de lutte contre le terrorisme à l'étranger ».

En mars, Dorothy Aronson, responsable de l'information de la NSF, a annoncé que l'agence était en train de « construire un ensemble de cas pratiques » pour explorer comment elle pourrait utiliser ChatGPT, le modèle de langage d'IA capable de simuler raisonnablement la parole humaine, pour automatiser davantage la production et la diffusion de la propagande d'État.

---

<sup>63</sup> *Prévenir les mensonges et les fausses nouvelles en les démystifiant à l'avance.*

<sup>64</sup> *Entreprise américaine qui mène des recherches dans différents domaines scientifiques et technologiques au profit du gouvernement des États-Unis ou d'entreprises privées.*

<sup>65</sup> *L'Observatoire de l'Internet de Stanford est un programme interdisciplinaire de recherche, d'enseignement et d'engagement politique pour l'étude des abus dans les technologies de l'information actuelles, avec un accent particulier sur les médias sociaux.*

<sup>66</sup> *Accélérateur de convergence Voie F*

Les premières grandes batailles de la guerre de l'information sont terminées. Elles ont été menées par une classe de journalistes, de généraux à la retraite, d'espions, de patrons du parti démocrate, d'apparatchiks du parti et d'experts en contre-terrorisme contre le reste du peuple américain qui refusait de se soumettre à leur autorité.

Les futures batailles menées grâce aux technologies de l'IA seront plus difficiles à voir.

### XIII. Après la démocratie

Moins de trois semaines avant l'élection présidentielle de 2020, le *New York Times* a publié un article important intitulé « Le premier amendement à l'ère de la désinformation ». L'auteur de l'essai, Emily Bazelon, rédactrice au *Times* et diplômée de la Yale Law School<sup>67</sup>, affirme que les États-Unis sont « au milieu d'une crise de l'information causée par la propagation de la désinformation virale » qu'elle compare aux effets « catastrophiques » sur la santé du nouveau coronavirus. Elle cite un ouvrage du philosophe de Yale Jason Stanley et du linguiste David Beaver : « La liberté d'expression menace la démocratie tout autant qu'elle permet son épanouissement ».

Le problème de la désinformation est donc aussi celui de la démocratie elle-même, et plus précisément du fait qu'il y en a trop. Pour sauver la démocratie libérale, les experts ont prescrit deux étapes essentielles : L'Amérique doit devenir moins libre et moins démocratique. Cette évolution nécessaire impliquera de faire taire les voix de certains rabatteurs de la foule en ligne qui ont confisqué le privilège de s'exprimer librement. Il faudra suivre la sagesse des experts en désinformation et dépasser notre attachement paroissial à la Déclaration des droits. Ce point de vue peut choquer ceux qui sont encore attachés à l'héritage américain de liberté et d'autonomie, mais il est devenu la politique officielle du parti au pouvoir et d'une grande partie de l'intelligentsia américaine.

L'ancien ministre du travail de Clinton, Robert Reich, a réagi à l'annonce du rachat de Twitter par Elon Musk en déclarant que la préservation de la liberté d'expression en ligne était « le rêve de Musk. Et celui de Trump. Et celui de Poutine. Et le rêve de tous les dictateurs, hommes forts, démagogues et barons voleurs des temps modernes sur Terre. Pour le reste d'entre nous, ce serait un nouveau cauchemar. » Selon Reich, la censure est « nécessaire pour protéger la démocratie américaine ».

Pour une classe dirigeante qui s'était déjà lassée de l'exigence démocratique de liberté accordée à ses sujets, la désinformation a fourni un cadre réglementaire pour remplacer la Constitution américaine. En visant l'impossible, l'élimination de toute erreur et de tout écart par rapport à l'orthodoxie du parti, la classe dirigeante s'assure qu'elle sera toujours en mesure d'évoquer la menace imminente des extrémistes - une menace qui justifie sa propre mainmise sur le pouvoir.

Le chant des sirènes appelle ceux d'entre nous qui vivent à l'aube de l'ère numérique à se soumettre à l'autorité des machines qui promettent d'optimiser nos vies et de nous donner plus de sécurité. Face à la menace apocalyptique de l'« infodémie », on nous fait croire que seuls des algorithmes super intelligents peuvent nous protéger contre l'ampleur écrasante et inhumaine des attaques de l'information numérique. Les vieux arts humains de la conversation, du désaccord et de l'ironie, dont dépendent la démocratie et bien d'autres choses, sont soumis à une machine de surveillance militaire redoutable - une surveillance à laquelle rien ne peut résister et dont le but ultime est que nous ayons peur de notre raison elle-même.

---

<sup>67</sup> Faculté de droit de Yale

*Si vous travaillez dans le domaine de la « désinformation » ou de la « mésinformation » pour le gouvernement ou dans le secteur privé et que vous souhaitez discuter de vos expériences, vous pouvez me contacter en toute sécurité à l'adresse [jacobsiegel@protonmail.com](mailto:jacobsiegel@protonmail.com) ou sur Twitter [@jacob\\_\\_siegel](https://twitter.com/jacob__siegel). La confidentialité des sources est garantie.*

Jacob Siegel est rédacteur en chef de News and The Scroll, le bulletin d'information quotidien de Tablet, auquel vous pouvez vous abonner [ici](#).

<https://www.tabletmag.com/sections/news/articles/guide-understanding-hoax-century-thirteen-ways-looking-disinformation#wot>